

Garnier Bernard, Leleu Jean-Luc et Quellien Jean (dir.),  
*La Répression en France 1940-1945*, Caen, Centre de  
recherche d'histoire quantitative, 2007, 384 p., 25 €

Marc Bergère

DANS **VINGTIÈME SIÈCLE. REVUE D'HISTOIRE** 2009/1 n° 101 , PAGES 219P À 247P  
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 0294-1759

ISBN 9782724631326

DOI 10.3917/ving.101.0219p

Date de mise en ligne : 22/12/2008

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2009-1-page-219p?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](http://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

## De l'Empire français

SINGARAVÉLOU PIERRE (dir.), *L'Empire des géographes : géographie, exploration et colonisation*, Paris, Belin, « Mappemonde », 2008, 287 p., 24 €.

Dans le domaine actuellement fécond des études coloniales, l'ouvrage collectif dirigé par Pierre Singaravéλου se distingue par le choix d'une approche originale : s'intéresser au cas particulier d'une discipline, la géographie, envisagée en situation coloniale. Actes d'un colloque tenu à Bordeaux en octobre 2005, *L'Empire des géographes* a pour ambition, dans une optique pluridisciplinaire, de faire le point sur l'état de la recherche dans ce domaine et d'éclairer le thème sous ses différents aspects.

Une solide introduction théorique et historiographique (Cl. Blanckaert et P. Singaravéλου) permet de revenir sur le passé colonial de la discipline et de la resituer dans le champ historiographique. L'ouvrage commence par l'examen des lieux et des modes de production de la géographie en situation coloniale : le terrain de l'exploration (I. Surun), le cadre universitaire (D. Nordman) ou les sociétés savantes (E. Sibeud et J.-F. Klein). La deuxième partie est consacrée aux usages de cette géographie, le contexte particulier de sa production invitant à une réflexion sur les liens qu'elle a pu entretenir avec les différents pouvoirs, politique et militaire. L'importance des territoires coloniaux dans la géographie militaire française métropolitaine est une nouvelle fois démontrée (P. Boulanger) ; le cas de la carte de l'Algérie réalisée par les officiers d'état-major montre que celle-ci doit cependant nécessairement s'adapter à un terrain inconnu et traduire des réalités nouvelles (H. Blais). L'exemple marocain indique une discipline au service du pouvoir politique (M. Chouiki), ce qui n'exclut pas là

encore des adaptations, comme en témoigne la politique forestière du Protectorat (J.-Y. Puyo). La question des représentations est ensuite posée : les géographies réelles et imaginaires de l'Océanie sont des composantes essentielles de l'exotisme (J.-F. Staszak et Cl. Laux) qui se diffuse au même moment dans la littérature des métropoles (M. Letourneux). La dernière partie de l'ouvrage, enfin, s'intéresse aux disciplines, en posant la question de l'héritage de la géographie coloniale dans la géographie tropicale (C. Zytynicki) et en examinant le cas de la médecine coloniale (P. Guillaume). Les deux dernières contributions esquissent un bilan, en présentant les principales orientations de la recherche postcoloniale anglo-saxonne, souvent peu connue du public français (D. Clayton), et une réflexion plus générale sur la géographie coloniale (Y. Lacoste).

Cette approche pluridisciplinaire offre donc une grande variété de contributions qui tendent à mettre en avant la diversité de la discipline, de ses pratiques et des savoirs qui en sont issus. La plupart des contributions s'inscrivent dans les orientations actuelles de la recherche et mettent en évidence le fait que la géographie en situation coloniale ne peut être considérée de façon unique et prédéterminée : les résistances du terrain, les adaptations et les interactions qu'elles supposent, soulignent la variété de la géographie en situation coloniale, et invitent à ne pas perdre de vue les divers contextes dans lesquels elle s'inscrit. Ce faisant, le livre satisfait un double objectif : faire le point sur la recherche actuelle dans ce domaine tout en proposant de nouvelles pistes, et constituer, à cette étape, un véritable outil de travail.

Aurélia Dusserre

BONIN HUBERT, HODEIR CATHERINE et KLEIN JEAN-FRANÇOIS (dir.), *L'Esprit économique impérial (1830-1970) : groupes de pression et réseaux du patronat colonial en France et dans l'Empire*, Paris, Publications de la SFHOM, 2008, 843 p., 70 €.

Que l'on y soit favorable ou hostile, que l'on critique la colonisation pour elle-même ou le système retenu pour mettre tel pays colonisé en valeur, on s'exprime toujours, à partir des années 1920, dans un univers dont l'Empire est devenu l'un des traits constitutifs et identitaires ainsi que le fondement premier, au même titre que l'armée, de la puissance française. C'est l'apport principal de ce recueil d'articles que d'avoir dépassé l'opposition traditionnelle entre les tenants d'une approche politique de la colonisation issue de la recherche du prestige et de l'affirmation des valeurs nationales, et les tenants de l'approche économique valorisant la quête de gains économiques et financiers, en mettant en valeur la culture impériale qui a progressivement imprégné l'ensemble des acteurs de la colonisation, ainsi que l'opinion publique. De ce fait, bien que revendiquant leur identité d'historiens « ultramarins », les trois directeurs de cet ouvrage (H. Bonin, C. Hodeir, J.-F. Klein) incitent explicitement au décloisonnement de champs historiques qui, trop longtemps, ont eu tendance à être exploités en vase clos, sans croisement des sources et sans tenir compte des acquis d'autres champs : histoire de l'outre-mer donc, mais aussi histoire des entreprises, histoire politique, histoire sociale ou histoire des relations internationales. Les liens étroits entre l'État et ses représentants (militaires, diplomates, hommes politiques), ses excroissances parapubliques (chambres consulaires, comités, conseils, etc.) et les acteurs privés (industriels, négociants, banquiers) sont au cœur de ce volume, analysés en termes de « milieux », de « réseaux » et de « groupes de pression » aujourd'hui bien définis.

Le livre multiplie notamment les études sur le rôle tenu durant la période coloniale par ces corps intermédiaires qui n'apparaissent pas avec la Troisième République, mais connaissent un essor sans précédent avec elle. Ils pallient les défaillances

étatiques notamment en matière d'information sur les marchés coloniaux. Un véritable réseau d'information économique se met en place, reposant sur une grande diversité d'acteurs : sociétés de géographie, chambres de commerce, missionnaires, consuls, musées commerciaux et coloniaux ou encore instituts coloniaux, créés sous la forme d'associations qui rassemblent hommes d'affaires et universitaires, procurent une information économique et administrative aux entreprises locales, organisent des expositions et présentent des échantillons de produits coloniaux. Son existence a vraisemblablement stimulé l'administration lorsqu'elle prend conscience, dans les années 1880, de son déficit d'information sur les autres territoires non colonisés où les entrepreneurs français doivent affronter la concurrence internationale.

La convergence des études régionales permet de sortir d'une approche par « en haut », d'appréhender de la manière la plus concrète et la plus quotidienne qui soit l'impact en retour de la colonisation sur le territoire français et de saisir au plus près les motivations des entrepreneurs. Dans ce cadre, les chambres de commerce sont le « lieu privilégié de l'enfantement des organismes coloniaux » (Cl. Malon). Beaucoup soutiennent les initiatives destinées à développer un enseignement spécifique de l'économie coloniale : au sein de l'École libre des sciences politiques, de l'École coloniale de Paris, des facultés, et aussi des écoles supérieures de commerce et des instituts coloniaux qui forment les cadres de l'administration coloniale et dispensent une formation pratique aux colons. Un certain nombre d'idées reçues sont fortement nuancées, comme celles identifiant libéralisme et anticolonialisme ou liant de manière péremptoire milieux d'affaires et milieux politiques au sein du mytique « parti colonial » avant 1914. L'intérêt économique de la colonisation est alors généralement utilisé comme un argument politique, mais ne traduit pas un intérêt réel pour des investissements outre-mer. De la même manière, si les missions chrétiennes s'insèrent dans l'appareil productif colonial en développant plantations, briqueteries, ateliers de tissage,

elles n'en constituent pas alors l'élément moteur, à l'exception des investissements des industriels lyonnais de la soie au Liban et en Syrie à partir de 1870 en association étroite avec les communautés de jésuites qui prennent en charge l'expansion culturelle de la France au Levant. En revanche, l'ouvrage souligne qu'à partir de l'entre-deux-guerres, le patronat colonial, y compris sa frange la plus protectionniste (cotonniers, lainiers, métallurgistes) a vraisemblablement été plus favorable à l'industrialisation des colonies qu'on ne l'avait perçu jusqu'à présent, et a accepté l'idée de délocalisations ou de prises de participation. D'où la revalorisation de l'explication politique pour analyser les hésitations si longues de la France à accepter cette industrialisation sur le territoire impérial.

En définitive, la France a été, au début des années 1960, confrontée au même débat qu'au début de la Restauration. L'article de Francis Démier, qui ouvre le volume, rappelle le débat inaugural de ce régime qui fonde l'une des alternatives de l'expansion économique extérieure de la France aux 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècles : (re)constituer une zone d'échanges privilégiée, impériale, ou se saisir de la perte de la « splendeur internationale de la "France atlantique" » au lendemain de la chute de Napoléon I<sup>er</sup> pour construire une autre politique « libérale », tournée vers les nouveaux marchés d'Orient et d'Amérique latine. En 1960, les décolonisations s'achèvent, un nouveau marché privilégié, et protégé, émerge avec la Communauté économique européenne, mais une partie des hauts fonctionnaires et des milieux privés exhortent les responsables politiques à ne pas délaissier les marchés des pays en voie de développement soumis à une concurrence internationale plus vive que jamais : c'est ce qu'exprime le rapport Jeanneney de 1963. Beaucoup reste encore à faire, à la suite des thèses de Catherine Hodeir ou de Hugues Tertrais, pour comprendre l'accomplissement d'une conversion culturelle qui a conduit les entrepreneurs, les responsables politiques, l'administration à encourager, à des rythmes différenciés, non seulement l'intégration européenne (le passage « de l'Empire à l'Europe » commence à être cor-

rectement balisé), mais aussi le difficile « déploiement » vers d'autres champs extra-européens (Amérique latine, sous-continent indien, Proche Orient, péninsule arabe, etc.) et la redéfinition des relations avec les pays anciennement colonisés. Le passage entre la politique coloniale et la politique d'aide au développement attend aussi ses défricheurs. Nul doute que l'histoire ultramarine pourra y contribuer dans la mesure où cet ouvrage souligne les fortes continuités, décennie après décennie, d'attitudes « culturelles » relatives au rôle de la France dans le monde, à la place accordée à l'État dans la conquête d'une position à l'étranger, à un modèle mixte d'organisation de l'économie et de la société associant de manière étroite et contrastée les milieux privés aux acteurs publics.

Laurence Badier

RAPIN AMI-JACQUES, *Opium et société dans le Laos précolonial et colonial*, Paris, L'Harmattan, 2007, 355 p., 35 €.

Le traité franco-siamois de 1893 consacre le rattachement à l'Indochine française d'une partie importante du Haut-Mékong : le Laos. Arrivées progressivement de Chine depuis le début du 19<sup>e</sup> siècle, les ethnies montagnardes Yao et surtout Hmong (appelés aussi Méos ou Miao) cultivent des surfaces importantes de pavot dans la partie septentrionale du pays. Là, l'importance de l'autoconsommation ainsi que les facilités d'approvisionnement en opium de contrebande venu du Yunnan ou des États shan de Birmanie expliquent que le pourcentage de fumeurs soit nettement plus important que dans le Sud. Ce déséquilibre Nord/Sud, resté une constante jusqu'à nos jours, explique pourquoi, en dépit de ce que son titre laisse croire, l'étude d'Ami-Jacques Rapin porte essentiellement sur le Nord du Laos.

Une très bonne connaissance de la littérature récente consacrée à l'histoire de l'opium en Asie permet à l'auteur d'éviter l'écueil traditionnel consistant à ne traiter la question que dans le registre du contrôle politique et de l'envisager dans la totalité de ses implications. Les dévelop-

pements portant sur la consommation concluent à des « ravages » à la fois contrastés et limités. Ils décrivent des modes de régulation originaux, en particulier parmi les Hmong où les hommes au déclin de leurs forces bénéficient d'une tolérance explicite, pourvu qu'ils aient engendré une descendance suffisamment nombreuse. Cependant, les principaux enseignements du livre sont vraisemblablement à trouver du côté des politiques de l'offre et en particulier du processus d'adaptation du monopole indochinois de l'opium qui, longtemps, dans le contexte laotien, « n'en a en réalité que le nom » (p. 333). Espace compartimenté, difficile d'accès bien que traversé par d'importantes routes commerciales le reliant à la Chine et au Siam, le contrôle de l'État colonial ne peut s'y exercer que d'une façon principalement indirecte, par la médiation de formes de domination traditionnelles. Et l'administration ne parvient à capter une part significative de la production de pavot pour la diriger vers les circuits du monopole qu'au prix d'une petite révolution culturelle, tardive, qui l'amène à accepter pragmatiquement d'intégrer la contrebande comme une composante irréductible de l'économie de la drogue dans la région, et à se rapprocher d'un point de vue intellectuel et pratique des ethnies productrices de pavot. Les autorités vont ainsi, en 1944, jusqu'à frapper une monnaie d'argent spécialement destinée à régler les achats d'opium brut, dont l'aloi et l'inscription sont déterminés après consultation des producteurs.

Appliquer le terme de « société » à des données humaines dominées par une extrême hétérogénéité ethnique aux effets amplifiés par le cloisonnement géographique est un choix que l'on peut discuter. Quoi qu'il en soit, l'opium s'avère bien une des clés essentielles pour appréhender le Laos des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles. Les grandes insurrections de 1896, 1914-1916 et 1918-1921 constituent un cas d'espèce. La juste prise en compte de l'enjeu que représente l'opium, en particulier sur le plan économique et des relations interethniques, permet aussi bien de percer les causes profondes de ces trois soulèvements que d'en dérouler une chronologie serrée. Le livre d'Ami-Jacques Rapin est donc une réussite. Tout au plus

peut-on regretter que l'auteur ne tente pas, même de façon rapide, de déterminer les éléments de continuité existant avec le si fameux « Triangle d'or » de la période de la guerre froide.

Xavier Paulès

---

ANGLEVIEL FRÉDÉRIC et WADRAWANE EDDY, *La Nouvelle-Calédonie : les Kanaks et l'histoire*, Paris, Les Indes savantes, 2008, 556 p., 36 €.

Ce second volume de la collection des « Annales d'histoire calédonienne » est consacré à l'histoire des Kanaks. Travail collectif, cette compilation d'articles et de documents est une somme importante pour l'appréhension d'un groupe de la société calédonienne très largement méconnu des historiens comme le remarque Frédéric Angleviel dans l'introduction. L'ouvrage dispose des qualités et des défauts du genre, certains articles s'avérant plus riches que d'autres à la lecture. Le champ chronologique abordé y est d'ailleurs très large, incluant les époques modernes et contemporaines. Cette histoire est cependant extrêmement complexe à établir, dans le sens où la caractéristique essentielle de la culture des Kanaks est son oralité (*cf.* l'article de Bénéïla Hombouy, « Un Kanak qui écrit n'est plus un Kanak ! »).

Confrontés donc à la pauvreté des sources pour les époques les plus lointaines, les historiens sont amenés à faire appel à des sources tierces (celles des missions, de l'État, des sources littéraires, *etc.*) ou même aux méthodes d'autres disciplines, notamment l'anthropologie ou l'ethnologie, plusieurs articles étant d'ailleurs consacrés à une relecture des travaux de Maurice Leenhardt. En ce sens, l'ouvrage se caractérise par des approches monographiques souvent très précises, mais qui ont toutes pour point de convergence d'essayer de mieux faire comprendre au lecteur les cadres particuliers du monde kanak : vie quotidienne dans une mission (Luc Legeard), santé (Christiane Kasarhérou-Leurquin), langue (Léonard Drilë Sam et Christine Pauleau), problème de l'exploitation du nickel (Elvina Ihgels)... témoignent du caractère propre de la culture kanak face à la présence française. Plusieurs articles sont aussi consacrés aux ques-

tions politiques, et notamment aux revendications des mouvements autonomistes et indépendantistes des années 1980. François Garde aborde la question des accords de Nouméa et s'interroge sur le sens d'un « préambule » qui énonce une « histoire officielle » sujette à controverses. Catherine Lehe revient sur la personnalité de Jean-Marie Tjibaou, figure emblématique du mouvement identitaire et politique kanak des années 1980, assassiné en 1989 pour avoir tendu la main aux Caldoches et signé les accords de Nouméa. Elle le présente comme un homme de paix. Sarah Mohamed-Gaillard, elle, traite de la prise en compte par les Nations unies des mouvements indépendantistes kanaks, qui parviennent à faire inscrire la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires à décoloniser, et s'interroge sur le sens de la politique française depuis le début des années 1970.

Au bilan, ce recueil d'articles, très original, participe au renouvellement récent de l'histoire de l'outre-mer français.

Laurent Jalabert

## Civils et militaires engagés

DUCLERT VINCENT (dir.), *Le Colonel Mayer, de l'affaire Dreyfus à De Gaulle : un visionnaire en République*, Paris, Armand Colin, 2007, 424 p., 31,50 €.

*Le Colonel Mayer, de l'affaire Dreyfus à De Gaulle*, publié sous la direction de Vincent Duclert, fait revivre un personnage oublié de l'histoire. Pourtant, pendant plus d'un demi-siècle, cet « officier intellectuel français » exprima une conception de la République et de son armée qui ne fut pas sans influencer des hommes de sa génération ou des plus jeunes, à l'image du général de Gaulle, familier de son salon dans les années 1930. L'ouvrage est un hybride qui mêle avec succès publication de sources et contributions d'historiens choisis parmi les meilleurs spécialistes. Au sein des manuscrits du colonel Mayer récemment déposés au Centre d'histoire de Sciences Po, ont été sélectionnés un récit autobiographique, des articles parus dans des revues militaires, des textes – dont certains relèvent du conte philosophique – ayant

trait à la réforme de l'État ou encore des écrits littéraires qui donnent toute la mesure des talents et des engagements d'Émile Mayer. Regroupées par thèmes, ces sources sont systématiquement introduites par le regard distancié de l'historien.

Oliver Cosson s'intéresse à la jeunesse du colonel et réalise un commentaire critique de ses souvenirs qui, inachevés (ils s'interrompent avant les premiers moments de l'Affaire), traitent uniquement de ses jeunes années, de son enfance au sein d'une famille de confession juive parfaitement assimilée, de sa formation à l'École polytechnique (très tôt, son père lui-même sorti de l'X l'y avait destiné), puis de sa morne condition d'officier régimentaire. Brigitte Bergmann, son arrière-petite-fille, présente un « Émile Mayer intime » et, citant abondamment la correspondance, réalise une sorte de biographie familiale faite d'histoire et de psychologie. Vincent Duclert se réserve naturellement la période de l'Affaire. Il montre comment cet officier moderniste intervint en militaire et en intellectuel prêt à payer son engagement dreyfusard au prix d'une exclusion de l'armée. À travers ses écrits nombreux (notamment ceux parus dans *La Revue militaire suisse* intégralement republiés dans le présent ouvrage), le colonel analysa l'impact de la crise sur le fonctionnement de l'armée, l'identité de ses cadres ou encore sur le commandement. Stéphane Audouin-Rouzeau porte son regard sur l'engagement pendant la première guerre mondiale de celui qui, réhabilité quelques années avant l'embrasement, commit, en 1916, l'imprudence de parler de guerre civile européenne dans une lettre adressée à un ami détenu en Allemagne et de souligner le grand intérêt de la doctrine militaire allemande. Définitivement exclu de l'armée, il consigna alors de volumineuses notes sur son expérience de la guerre : on l'y voit surpris par la tournure d'un conflit qui ne ressembla pas à ce qu'il avait imaginé. Au début du siècle, ce n'était pas une guerre de tranchées qu'il avait anticipée, mais plutôt un conflit à mi-chemin entre les batailles de la guerre de mouvement et la fixation du front. Poursuivant sa réflexion sur l'État en France, Marc Olivier Baruch enquête sur le type de modernisation

que le colonel Mayer, fortement influencé par Henri Fayol et sa doctrine d'industrialisation de l'État, défendit au cours de l'entre-deux-guerres. Comme l'ensemble de la galaxie fayolienne, il fut guidé par la rationalité, au point que les préoccupations d'efficacité l'emportèrent chez lui sur les principes de la démocratie. Jean-Jacques Becker revient sur la même époque, mais s'intéresse au « théoricien militaire » qui, après avoir quitté définitivement la Grande Muette, n'eut de cesse de penser « l'armée de demain ». Influencé par les théories du général italien Douhet, il défendit comme lui l'émergence d'une arme aérienne autonome et l'utilisation massive des produits chimiques mais, poussant à son terme le raisonnement, n'hésita pas à affirmer que la maîtrise de l'arme aérochimique rendrait inutiles l'armée et la marine. Jean-Jacques Becker démystifie ensuite l'idée d'un de Gaulle disciple militaire de Mayer : si les deux hommes furent incontestablement très proches et s'appréciaient, si de Gaulle peut être considéré comme son disciple intellectuel, pour autant, leurs points de vue militaires furent contradictoires puisque le plus jeune voulait transformer l'armée de terre en donnant une place de premier plan aux blindés. Il revient à André Michard de clore cette foisonnante réflexion en présentant « Le colonel-écrivain ». Il s'interroge tout à la fois sur les talents de plume d'un fin grammairien soucieux de beau style et sur ses relations au sein du monde des Lettres où il comptait de vrais amis, tels Jean-Richard Bloch, Henry Daniel Rops et surtout Roger Martin du Gard.

En raison de la diversité des thèmes qui passionnèrent le colonel Mayer et de l'originalité de ses modes d'engagement, cet ouvrage est susceptible d'intéresser un large lectorat qui trouvera, tout à la fois dans les sources publiées et dans les analyses historiennes, matière à nourrir la réflexion sur le courant moderniste qui s'exprima au sein de l'armée et sur les canaux de diffusion de ses idées ou sur les sociabilités militaires et les liens entretenus avec le monde intellectuel comme celui de la politique.

*Anne-Laure Anizan*

DUBASQUE FRANÇOIS, *Jean Hennessy (1874-1944) : argent et réseaux au service d'une nouvelle République*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, 382 p., 19 €.

Il s'écrit, depuis plusieurs années maintenant, une heureuse histoire de la Troisième République moins préoccupée par les personnalités politiques de premier plan, ministres ou présidents du Conseil, que par ces parlementaires qui peuplent le fond du décor et sont pourtant les véritables chevilles ouvrières du régime. En se penchant sur le parcours de Jean Hennessy, François Dubasque s'intéresse à cette catégorie seconde avec pour principal souci de mettre en lumière des réseaux réformateurs et des lieux de sociabilité mal connus.

Héritier d'une lignée de négociants en Cognac, influencé par son beau-père Albert de Mun, Jean Hennessy est d'abord un élu de la bourgeoisie conservatrice lors de son accession au fauteuil de député de Barbezieux en 1910. Progressivement rallié aux modérés du centre-droit, il s'oppose après-guerre au Bloc national puis adhère au Cartel des gauches. En 1928, il devient ministre de l'Agriculture dans un cabinet Poincaré où il représente les républicains socialistes. Mais le choix qu'il fait de conserver ce maroquin dans des cabinets plus à droite provoque sa rupture avec le centre-gauche et son isolement. Battu aux législatives de 1932, il verse dans l'antiparlementarisme et crée, en 1933, le parti social-national dont l'esprit corporatiste et autoritaire s'inspire du fascisme italien. Ce glissement vers l'extrême droite s'interrompt quand il retrouve un fauteuil à la Chambre. Élu député des Alpes-Maritimes en 1936, il s'apparente même à la majorité Front populaire et, en juillet 1940, manifeste son attachement républicain en refusant de voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Il tente néanmoins de faire entendre sa voix à Vichy, sans succès, avant de se retirer en Suisse où il meurt en 1944.

De ce parcours sinueux teinté d'opportunisme, l'auteur retient quelques constantes mises en évidence par un livre qui sait s'affranchir d'une stricte approche chronologique. La première idée-force



## Droites extrêmes

LEYMARIE MICHEL et PRÉVOTAT JACQUES (dir.), *L'Action française : culture, société, politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2008, 434 p., 24 €.

L'Action française exerce une fascination sur les milieux intellectuels, et notamment sur les historiens français : l'importante bibliographie sur Charles Maurras et sa ligue en témoigne et ne cesse d'ailleurs de se renouveler. Cet ouvrage, qui rassemble les actes d'un important colloque organisé en mars 2007 par le Centre d'histoire de Sciences Po, l'Institut de recherches historiques du Septentrion (université Lille-III) et le Centre d'histoire parlementaire et politique, s'inscrit dans ce renouvellement. Sa lecture s'impose, en complément d'ouvrages classiques comme ceux d'Eugen Weber (1964) ou Victor Nguyen (1991). En effet, les différentes contributions constituent un ensemble homogène, dans la mesure où elles s'inscrivent dans une problématique commune : évaluer l'influence et le rayonnement de l'Action française dans l'Hexagone de la Belle Époque à la fin des années 1930, en s'intéressant moins à l'idéologie qu'à sa diffusion et à sa réception. Il s'agit bien, comme le suggère le sous-titre, d'une histoire socioculturelle de l'Action française, attentive aux variations et aux nuances liées au contexte, au milieu social ou aux individus.

Sous le titre « héritages », les études réunies dans la première partie soulignent les importantes différences qui caractérisent le rapport à l'histoire des intellectuels d'Action française, au-delà d'une inscription commune dans la mouvance contre-révolutionnaire. La deuxième partie étudie l'ancre de l'Action française dans différents milieux (juridiques, médicaux, militaires et économiques). Si l'on peut regretter, avec Michel Leymarie, l'absence d'études sur le maurrassisme des châteaux et des campagnes, il faut souligner les apports des différentes contributions rassemblées ici. Gilles Le Béguec constate que l'influence politique de l'Action française est ainsi faible chez les avocats, malgré la présence de quelques figures importan-

tes (le bâtonnier Marie de Roux notamment) et la persistance d'un courant ultraconservateur dans ce milieu. Les tentatives pour ancrer le maurrassisme dans le corps médical et dans les élites économiques se soldent par des échecs, faute d'une prise en compte par l'Action française des changements socio-économiques en cours (O. Dard). Consacrée aux milieux religieux, la troisième partie comprend des études originales sur les rares adhésions de protestants à l'Action française (A. Encrevé) ainsi qu'une analyse de la réception (très différenciée) de l'antisémitisme par les juifs de France (C. Nicault). La quatrième partie, sur les sociabilités, fait la part belle aux mouvements de jeunes qui, au cours des années 1920, ont inventé des formes originales et souvent radicales de militantisme. Deux autres parties, l'une sur différentes études régionales (Provence, Languedoc, Sud-Ouest, Nord, Bretagne), l'autre sur la diffusion dans les milieux intellectuels, ajoutent de nouvelles nuances à l'étude du mouvement.

Cet ouvrage montre que l'influence de l'Action française est un phénomène non univoque, qui recouvre différentes attitudes (de la sympathie au militantisme) et qu'il est difficile de quantifier. Du reste, Jacques Prévotat conclut l'ouvrage sur la capacité d'imprégnation du maurrassisme, plus que sur son influence politique. Soumis à une approche socioculturelle, un objet historique gagne en complexité, cet ouvrage le démontre brillamment.

*Mathias Bernard*

---

FRANÇOIS STÉPHANE, *Les Néo-paganismes et la Nouvelle Droite (1980-2006) : pour une autre approche*, Milan, Archè, 2008, 317 p., 22 €.

Après avoir été un objet de polémiques, dans la seconde moitié des années 1970, la Nouvelle Droite est devenue un sujet prisé par les historiens et les politistes. Tout en reconnaissant sa dette à l'égard des ouvrages d'Anne-Marie Duranton-Crabol et surtout de Pierre-André Taguieff (dont il reprend les principales interprétations), cet ouvrage, issu d'une thèse de doctorat en science politique, entend pourtant renouveler l'étude de cette mouvance politique et culturelle, connue

surtout à travers le GRECE (un groupe fondé à la fin de l'année 1967). S'appuyant sur une importante documentation imprimée (composée pour l'essentiel d'une quarantaine de périodiques français et belges et de nombreux ouvrages), Stéphane François analyse l'émergence et l'évolution du discours néodroitier en relation avec le renouveau des pensées païennes dans le dernier tiers du 20<sup>e</sup> siècle : en effet, cette approche a été négligée par une bibliographie scientifique qui s'est jusqu'alors focalisée sur la dimension proprement politique de la Nouvelle Droite.

En une centaine de pages bien informées et rédigées de façon alerte, la première partie retrace l'histoire de la Nouvelle Droite et constitue une honnête synthèse de la documentation scientifique sur le sujet. Elle met en évidence les deux tournants idéologiques du GRECE et plus particulièrement d'Alain de Benoist : celui des années 1980, déjà évoqué par Pierre-André Taguieff, lorsque la Nouvelle Droite rejette de façon radicale le modèle américain et le matérialisme individualiste et abandonne peu à peu son projet de rénover la droite pour promouvoir un traditionalisme païen ; celui de la fin des années 1990, où le discours d'une fraction du GRECE rejoint celui de l'altermondialisme (antilibéralisme, différentialisme, écologie)...

Les deux autres parties s'attachent à analyser les différentes formes prises par le paganisme néodroitier (exaltation des Vikings, renouveau druidique, redécouverte du paganisme romain, incursion dans la bande dessinée et l'*heroic fantasy*) et les multiples références auxquels il a recours (de Georges Dumézil et Julius Evola au sociologue Michel Maffesoli, théoricien du déclin de l'individualisme et de la postmodernité). Ce paganisme serait le cœur d'un discours que l'auteur définit comme « cohérent » et « structuré » autour de la notion d'« antimodernité ». Sur ce point pourtant, l'ouvrage n'est pas convaincant. La Nouvelle Droite n'a jamais présenté un corpus doctrinal cohérent : c'est sans doute ce qui explique la multiplication des groupuscules et la fréquence des dissidences et des scissions au sein d'une structure comme le GRECE. Dans sa conclusion, Sté-

phane François reconnaît d'ailleurs que le paganisme a nourri un discours aussi bien identitaire (chez Pierre Vial ou Jean Mabire) que différentialiste. Si cet ouvrage manque parfois de rigueur dans l'argumentation et ne situe pas toujours suffisamment les discours dans leur contexte politique et social, il apporte beaucoup à la connaissance des références culturelles d'un courant idéologique à la fois complexe et fascinant.

Mathias Bernard

## Totalitarismes

BENADUSI LORENZO, *Il nemico dell'uomo nuovo : l'omosessualità nell'esperimento totalitario fascista*, Milan, Feltrinelli, 2005, 430 p., 25 €.

L'historiographie européenne des homosexualités souffre encore de disparités géographiques importantes et si les travaux sur l'Europe du Nord commencent à offrir un corpus consistant, l'Europe du Sud se caractérise au contraire par un très petit nombre d'études. Dans ce contexte, le livre de Lorenzo Benadusi apparaît comme une heureuse exception, d'autant plus heureuse qu'elle ne participe pas seulement d'une histoire des homosexualités en Italie, mais qu'elle enrichit également la réflexion sur la spécificité italienne de l'expérience totalitaire fasciste.

*Il nemico dell'uomo nuovo* est tout d'abord une analyse minutieuse des représentations et du statut de l'homosexualité dans l'Italie du premier 20<sup>e</sup> siècle, étudiant aussi bien la « découverte » de l'homosexualité par la science que, inversement, la « stratégie d'occultation » dont est imprégné le droit italien qui ne pénalisera pas l'homosexualité en tant que telle jusqu'aux lois raciales de 1938, et ce malgré la révision du Code pénal en 1930. La question de l'homosexualité est ainsi replacée dans un contexte culturel qui déborde le seul *ventennio* fasciste (1922-1943) pour mieux mettre l'accent sur le rôle d'une Église peu encline à accepter une ingérence de l'État (fût-il fasciste) dans la sphère privée qu'elle entend se réserver. L'auteur invite en outre à n'envisager la place et les représenta-

tions des homosexuels qu'en abordant l'homosexualité dans son opposition au modèle de l'Italien nouveau viril, actif et guerrier qui préexistait au fascisme mais que celui-ci exalta et mit au centre de son programme de régénération nationale. Le traitement de l'homosexualité ne doit donc se comprendre que dans cette opposition avec l'« homme nouveau » et dans le cadre du programme anthropologique fasciste que Georges Mosse liait aux projets d'« homme régénéré » de la Révolution française.

C'est ainsi qu'il faut interpréter une législation timide et une répression en apparence hésitante. Lorenzo Benadusi exploite avec soin les archives policières et dresse un premier bilan de la répression des homosexuels durant le *ventennio*. Même si les difficiles conditions de vie des homosexuels condamnés au confinement (*confino*) dans les îles de l'Adriatique sont bien restituées, l'auteur recense un peu moins de quatre cents personnes : un chiffre très éloigné des plusieurs milliers d'internés et de décédés de l'Allemagne nazie. Pourtant, reprenant l'idée d'Emilio Gentile, Lorenzo Benadusi invite à ne pas utiliser l'expérience nazie comme mètre du totalitarisme. Il préfère utiliser le cas de l'homosexualité pour insister sur la spécificité de « la voie italienne au totalitarisme » (Emilio Gentile, *La Voie italienne au totalitarisme*, Monaco, Éditions du Rocher, 2004).

Au-delà des seules mesures de police, l'auteur met ainsi au jour une répression multiple passant du retrait de la carte du parti à l'exclusion des associations du régime, du licenciement à l'internement en asile. Il décrit un ensemble de sanctions auxquelles il faut ajouter les mesures répressives au sein des paroisses. Cet arsenal condamnait l'homosexuel à une forme de mort sociale bien illustrée par le personnage isolé joué par Marcello Mastroianni dans *Une journée particulière* d'Ettore Scola. Lorenzo Benadusi étudie cette « tolérance répressive » et ses logiques et montre que l'homosexualité n'était pas un problème en soi pour le fascisme qui ne la réprimait que lorsque, publique, elle devenait un obstacle ou une contradiction au projet anthropologique totalitaire de formation d'un « homme nouveau ». D'où une répression

d'État discrète et ne s'attaquant presque exclusivement qu'aux individus convaincus d'homosexualité « passive », aux travestis, aux prostitués, qui s'écartaient le plus visiblement du modèle de l'« homme nouveau ».

*Il nemico dell'uomo nuovo* n'est donc pas seulement une pierre italienne ajoutée à l'édifice des *LSBT studies*. C'est un travail pionnier sur l'homosexualité durant l'entre-deux-guerres qui invite à de nouvelles études capables d'envisager (avec d'autres sources sans doute) le quotidien des homosexuels dans l'Italie fasciste. Mais le livre est aussi une réflexion sur l'expérience totalitaire italienne, ses origines et sa dimension culturelles. On ne peut enfin que louer le soin avec lequel l'auteur ouvre des pistes de recherche sur l'impact de la conception fasciste de l'homosexualité dans la société italienne après 1945, en évoquant notamment comment certains ont pu faire valoir leur participation à la répression de l'homosexualité comme service rendu à la Nation lors des procès de 1945. Le retard de l'historiographie des homosexualités en Italie est-il absolument étranger à cette stigmatisation du *nemico dell'uomo nuovo* ?

Pierre-Yves Manchon

KOPPER CHRISTOPHER, *Bankiers unterm Hakenkreuz*, Munich, Hanser, 2008, 296 p., 24,90 €.

Dans ce livre, Christopher Kopper, *Privatdozent* à Bielefeld, tente de cerner la marge de manœuvre des banquiers vis-à-vis du pouvoir nazi, en intégrant son analyse dans une perspective historique allant de la crise bancaire de 1931 à la dénazification. Ont été consultés les archives fédérales allemandes (chancellerie, ministères des Finances et de l'Économie, Reichsbank et certains papiers personnels), les archives de l'Office of Military Government United States, celles du procès de Nuremberg et certains fonds bancaires. On peut cependant regretter que l'auteur n'ait pas dépouillé les archives de la Banque des règlements internationaux, où les représentants allemands ont justifié la politique nazie. Les trois premiers chapitres concernent l'ensemble des banques allemandes et suivent un ordre chronolo-

gique, les suivants s'arrêtent sur des personnes ou groupes de personnes, et les deux derniers s'intéressent à la dénazification et au parcours de Hermann Josef Abs pendant le « miracle allemand » de l'après-guerre. Ce plan permet à Christopher Kopper de décrire les canaux d'influence politique utilisés par les banquiers et de préciser leur rôle, plutôt instrumental mais librement assumé, lors des différentes phases du régime nazi, la « solution finale » comprise.

L'auteur s'arrête longuement sur l'« aryanisation » des banques allemandes : la Deutsche Bank et la Dresdner Bank ont accepté la « mise au pas » et exclu elles-mêmes les membres juifs de leurs directions et de leurs conseils de surveillance dès 1933, en accord avec le président de la Reichsbank Hjalmar Schacht. Les banques, la Reichsbank et le ministère de l'Économie bénéficiaient d'une marge de manœuvre vis-à-vis du parti nazi : à la Dresdner Bank, Samuel Ritscher entretenait des relations particulièrement utiles ; il n'est parti qu'en 1936. Contrairement au processus de dénazification après 1945, l'arrivée des nazis a eu un effet important sur la composition des directions et des conseils de surveillance des banques. De plus, si l'auteur estime que le rôle des banques allemandes sous le Troisième Reich a été plus instrumental qu'initiateur, il rappelle toutefois qu'elles ont librement participé à l'aryanisation des biens juifs. Les neuf « portraits » présentent neuf chemins différents, dont celui du banquier juif Max Warburg, du SS Emil Meyer, du nazi Karl Rasche, de l'ami de Göring Emil Georg von Stauff, de Hermann Josef Abs ou encore de Karl Blessing.

Ce livre donne ainsi un panorama nuancé du monde bancaire sous le Troisième Reich. Il s'inscrit dans un mouvement historiographique né à la fin des années 1980, marqué par la publication de *Die Deutsche Bank* sous la direction de Lothar Gall et qui, sans revenir à la complaisance historique des années 1950, se démarque de l'interprétation marxiste du rôle de la finance sous le régime nazi.

Frédéric Clavert

## Guerre, répression et persécutions

ARON PAUL et GOTOVITCH JOSÉ (dir.), *Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale en Belgique*, Bruxelles, André Versailles, 2008, 527 p., 29,90 €.

L'historiographie belge de la seconde guerre mondiale se porte aujourd'hui fort bien. La qualité du dictionnaire dirigé par Paul Aron et José Gotovitch en est la preuve. Soulignons d'abord la diversité des auteurs. Si les pionniers de la recherche dans le domaine signent nombre de notices de tout jeunes chercheurs les côtoient sans démentir. Si l'ouvrage paraît en français, la moitié des auteurs est néerlandophone. Tous ont travaillé directement sur les sujets dont ils traitent. Soulignons ensuite la diversité des entrées qui couvrent l'ensemble du champ historique : histoire politique, économique, sociale et culturelle, histoire générale et structurelle, histoire événementielle ou ponctuelle s'y retrouvent avec bonheur. Seul le genre biographique manque à l'appel, mais cette dimension est largement comblée par un index des personnes. Enfin, et c'est le plus important, chaque notice reflète l'état actuel de la recherche dans un langage accessible tout en restant précis et nuancé. Autrement dit, certaines notices s'appuient sur des travaux nombreux et des études approfondies : comme, par exemple, la « Question royale » ou les « opinions publiques » ; d'autres, en revanche, montrent que le sujet reste ouvert à la recherche : comme la notice concernant la « caricature ». Certains sujets sont déployés sur une multitude d'entrées qui se complètent : c'est le cas de la résistance, comme de la collaboration, mais aussi de la question juive et de la politique d'accommodation menée par la Belgique. Un système efficace de renvois fait de ce dictionnaire un ouvrage particulièrement agréable à manier. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, on trouve une notice générale sur la notion de « génocide », qui est complétée par une notice traitant de la « question juive » en Belgique. D'autres notices, plus spécifiques, comme celle qui concerne les « enfants cachés » ou celle qui traite des « déportations », viennent approfondir

le sujet sous des angles différents. De là, on aura peut-être envie de passer aux « prisonniers politiques », puis à la « résistance », *etc.* Le lecteur peut ainsi voyager d'une notice à l'autre pour entrer plus avant dans un sujet et sentir les interactions entre les différents phénomènes qui constituent cet événement hors norme.

Cet ouvrage peut apparaître à la fois comme un point d'arrivée et comme un point de départ. Ce dictionnaire clôture le retard historiographique belge qui fut longtemps de mise pour des raisons essentiellement politiques (le consensus des Belges autour de la personne du roi Baudouin, après la douloureuse « Question royale », impliquait un lourd silence sur l'ensemble des années 1940). En même temps, l'ouvrage est, d'ores et déjà, un outil incontournable pour les jeunes historiens qui entendent poursuivre des recherches dans le domaine : ils y trouveront un état de la recherche, des pistes bibliographiques et des ébauches de synthèses très utiles. On ne peut donc que se réjouir de cette parution et saluer l'effort consenti pour y arriver.

Laurence van Ypersele

---

CATHERINE JEAN-CLAUDE (dir.), *La Captivité des prisonniers de guerre (1939-1945) : histoire, arts et mémoire. Pour une approche européenne*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, 239 p. + encart iconographique de 24 p., 18 €.

En 2005, la ville de Lorient, ancienne base pour *U-boat* puis poche de résistance allemande, bombardée par les Alliés en 1943 et libérée tardivement, a accueilli un colloque international sur la captivité des prisonniers de guerre. Ses actes, publiés sous la direction de Jean-Claude Catherine, affichent une triple ambition scientifique : choisir « une approche européenne » pour décrire les « souffrances » de dix-huit millions d'Européens entre 1939 et 1948, voire 1956 ; multiplier les points de comparaison, dans le temps (début et fin du conflit) et l'espace (fronts ouest/est, ville/campagne) ; réfléchir enfin sur les modalités de transmission de cette expérience longtemps oubliée en questionnant les témoins comme les productions artistiques des pri-

sonniers de guerre et les muséographies. Les quelque vingt contributions y répondent inégalement.

En croisant exemples locaux et études plus générales, l'ouvrage multiplie les approches de ce qu'a pu être l'expérience de la captivité de guerre : organisation à l'échelle locale du système de camps et du quotidien des prisonniers de guerre, derrière les barbelés comme au contact des populations locales ; rôle de l'idéologie raciale nazie dans la différence de traitement des prisonniers de guerre (notamment soviétiques), que contrarie la nécessité d'exploiter cette main-d'œuvre pour l'effort de guerre ; spécificité de la captivité du « *Gefang* » français abordée en termes politiques (collaboration du régime de Vichy), juridiques (application de la Convention de Genève) et économiques (enjeu de la transformation en travailleurs libres). Avec l'expérience des soldats polonais (E. Nowak), concurremment prisonniers des nazis et des Soviétiques, les actes de ce colloque abordent la comparaison des deux totalitarismes, illustrant les différences entre « mémoire froide » du nazisme et « mémoire chaude » du communisme dans l'Europe réunifiée. La partie finale consacrée à des réalisations muséographiques récentes et à trois peintres faits prisonniers pendant la guerre, servie par un encart iconographique remarquable, donne à voir le cheminement – de l'oubli à la réinscription publique de ces prisonniers de guerre – dans les mémoires nationales et européenne.

Si quelques contributions, celles d'A. Mabon sur les prisonniers de guerre « indigènes », de F. Sabatini avec son étude méthodologiquement stimulante du peintre Marcel Delaris, satisferont les chercheurs, ils s'étonneront sans doute de la part accordée au franco-français (plus des trois cinquièmes des contributions et des intervenants) et de l'absence de certains travaux, ceux de Pieter Lagrou par exemple, de thématiques attendues (pas de véritable réflexion sur le lien entre régionalisme et patriotisme) ou renouvelées (« incorporés de force », prisonniers de guerre allemands en mains britanniques, *etc.*). L'économie même de l'ouvrage laisse certains intervenants signer plusieurs textes au détriment parfois de l'esprit critique et d'avancées scientifiques réelles. Autant

d'approximations qui faussent la perspective européenne et amoindrissent la portée du projet initial.

*Fabien Théofilakis*

ABITBOL MICHEL, *Les Juifs d'Afrique du Nord sous Vichy*, Paris, Riveneuve éditions, première édition 1983, 2008, 272 p., 26 €.

Professeur émérite de l'université hébraïque de Jérusalem, africaniste et spécialiste de l'histoire des relations judéo-arabes, Michel Abitbol retrace ici les tribulations des quatre cent mille juifs de l'Afrique du Nord française au temps du régime de Vichy. Il commence par brosser le tableau d'une population autochtone profondément transformée du fait de la présence française qui entraîne, notamment dans les villes, l'émergence d'une classe moyenne issue des premières générations de diplômés de l'enseignement. La voie d'une assimilation, rapide en Algérie du fait du décret Crémieux, plus lente en Tunisie et au Maroc, suscite en contrepartie la montée d'un antisémitisme, réactif à la veille de la guerre par la montée de l'extrême droite européenne et par les échos du nationalisme arabe et de la propagande allemande.

Ayant posé cette toile de fond, l'auteur analyse ensuite le très lourd dispositif antisémite qui devient un des leviers essentiels de la politique de Vichy dans la région. Abrogation du décret Crémieux en Algérie, statut des juifs, aryanisation économique ou scolaire : les différentes orientations du régime trouvent leur prolongement, non parfois sans quelque imbroglio juridique lié notamment au statut spécifique des protectorats. Appliqué dans toute sa rigueur par les autorités algériennes qui n'hésitent pas à faire de la surenchère en matière scolaire, le dispositif s'étend ensuite au Maroc et à la Tunisie malgré les réticences du Bey et les scrupules du résident général. Le livre analyse ensuite les conséquences concrètes de la politique d'exclusion. Partagées entre la tentation du « retour sur soi » ou la fidélité à la voie assimilatrice, les communautés locales et les associations d'assistance doivent faire face aux nombreuses difficultés rencontrées par certains

de leurs membres (fonctionnaires révoqués, élèves chassés des écoles publiques) et à la détresse de coreligionnaires réfugiés en Afrique du Nord. Les débarquements anglo-américains d'Afrique du Nord de novembre 1942 ne marquent pas la fin des persécutions, l'occupation de la Tunisie par les armées allemandes les renforçant localement. Dans le même temps, le vichysme sous protectorat américain qui survit avec Darlan et Giraud, en Algérie et au Maroc, refuse de revenir sur la législation antisémite. Ce n'est que le 20 octobre 1943 que le Comité français de libération nationale d'Alger rétablit discrètement le décret Crémieux.

Croisant les ressources de centres d'archives français ou israéliens et celles de la presse de l'époque, Michel Abitbol propose ici une synthèse sûre et documentée. Réédition à l'identique d'une version de 1983, l'ouvrage ne tient toutefois pas compte des études ultérieures, notamment de l'importante thèse d'Yves-Claude Aouate sur « Les juifs d'Algérie pendant la deuxième guerre mondiale » et des nombreux travaux sur le vichysme colonial.

*Jacques Cantier*

DALISSON RÉMI, *Les Fêtes du Maréchal : propagande et imaginaire dans la France de Vichy*, Paris, Tallandier, 2007, 473 p., 32 €.

Après Marianne et l'Empereur, Rémi Dalisson applique sa grille d'analyse des politiques symboliques au régime de Vichy. Que Vichy eût un projet culturel, l'historiographie l'avait démontré, mais l'étude systématique des commémorations et des fêtes comme vecteurs de propagande permet de définir d'autres aspects de l'imaginaire vichyste, à travers l'élaboration d'une liturgie nationale et d'un socle emblématique : un imaginaire et un discours happés par l'inspiration totalitaire, tant pour le mythe de l'« homme nouveau » que dans l'organisation et la finalité des cérémonies collectives.

L'Allemagne nazie et l'Italie fasciste furent des sources d'inspiration pour les fêtes de Pétain en matière d'esthétique et de mise en scène, tout

comme elles l'ont été pour les ligues et le parti populaire français, ce dernier utilisant d'ailleurs les outils scéniques du parti communiste français. L'auteur établit la fréquence des célébrations, aussi « consubstantielles » au régime que le fut la politique d'exclusion. Sur le plan des ruptures et des continuités, Vichy reste bien le régime des paradoxes. Le régime s'inscrit dans la tradition de la fête publique républicaine, dont la Troisième République avait elle-même hérité du 19<sup>e</sup> siècle. Malgré la volonté politique de faire table rase du passé, les anciennes habitudes perdurent : symboles républicains (le cas de *La Marseillaise* et de *Maréchal nous voilà* avait été étudié par Nathalie Dompnier), 1<sup>er</sup> Mai, fêtes de Jeanne d'Arc et des mères de famille, ambivalences du 14 Juillet... Le pouvoir s'accommode des réalités. En effet, la Quatrième République légalisera ensuite la majeure partie de ces fêtes en leur redonnant un sens républicain.

Les différences chronologiques, avec les césures de 1942 et 1944, et spatiales, entre zone nord et zone sud, sont mises au jour. Les politiques symboliques sont maintenues jusqu'à la fin du régime. Du côté des acteurs, on retrouve les rivalités des institutions contrôlant la propagande : cercle du Maréchal et présidence du Conseil. Rémi Dalison précise le rôle de l'Église, qui était déjà un acteur majeur des fêtes civiques liées au souvenir de la Grande Guerre, et de la Légion française des combattants. Enfin, l'étude de la réception de ces cérémonies, dont la symbolique devait incarner le discours vichyste, est particulièrement intéressante. Les sources préfectorales posent toujours un problème d'interprétation, les chiffres sur l'affluence des Français aux fêtes du Maréchal sont souvent surévalués. Mais présence ne signifie pas adhésion, et l'auteur conclut que l'appropriation est décevante. Dès 1940, les fêtes furent l'objet de contestations, d'incidents et de détournements, peu nombreux en 1941, leur fréquence ne cessant de croître ensuite. La violence exacerbée du 14 juillet 1944 prouva une dernière fois le « fossé [...] entre la théorie et les réalités de la fête ».

Stéphanie Corcy

GARNIER BERNARD, LELEU JEAN-LUC et QUELLIEN JEAN (dir.), *La Répression en France 1940-1945*, Caen, Centre de recherche d'histoire quantitative, 2007, 384 p., 25 €.

Fruit d'un colloque international organisé par le Centre de recherche d'histoire quantitative de l'université de Caen, très actif en matière d'histoire de la seconde guerre mondiale (on mentionnera, pour mémoire, les travaux relatifs à l'exploitation de la main-d'œuvre française par le Troisième Reich, aux comités d'organisation du régime de Vichy mais aussi aux populations et victimes civiles de la guerre...), cet ouvrage participe d'un important renouvellement historiographique en France comme en Allemagne en matière d'histoire des occupations militaires mais aussi de violence(s) de guerre. Ce faisant, il témoigne d'une double évolution. D'une part, du côté français, si la complexité et la responsabilité de Vichy sont désormais bien établies depuis la « révolution paxtonienne », la centralité historiographique accordée à Vichy avait conduit à occulter certaines réalités de l'Occupation (et de l'occupant), à tel point que l'on pouvait parfois s'interroger à l'instar de Henry Rouso, dans un livre hommage à Paxton : « [Mais] où sont passés les Allemands ? » D'autre part, à l'échelle allemande, cet ouvrage collectif s'inscrit dans la même veine que les travaux publiés la même année par Gaël Eismann et Stefan Martens (*Occupation et répression militaire allemandes 1939-1945*, Autrement, 2008) ou encore Raffael Scheck (*Une saison noire : les massacres de tirailleurs sénégalais mai-juin 1940*, Tallandier, 2007). Ainsi, tout en écornant un peu plus le mythe d'une Wehrmacht au comportement « correct » et « aux mains propres », les contributions réunies ici permettent de revisiter et parfois de réévaluer les formes et l'ampleur de la répression en Europe de l'Ouest, longtemps minorée au sein d'une historiographie focalisée sur les violences et les crimes commis à l'Est.

Pour ce faire, le livre s'organise en cinq parties. La première inscrit l'objet d'étude dans une utile approche comparée avec la Grande Guerre ou d'autres pays occupés (Biélorussie, Pologne, Balk-

ans, Belgique) ou d'autres occupants (Italiens). La seconde partie analyse finement la diversité des acteurs de la répression en France au sein d'une réalité territoriale plurielle (voir les cas du Nord – Pas-de-Calais ou de l'Alsace) et d'un système répressif complexe (allemand et français bien entendu mais aussi, administratif, militaire, policier, judiciaire...) qu'il convient de saisir autant en termes de concurrence que de complémentarité. La troisième partie, dans la continuité des enquêtes statistiques engagées depuis plusieurs années par le Centre de recherche d'histoire quantitative et la Fondation pour la mémoire de la déportation, livre de précieuses informations (motifs d'arrestation, approches sociologique et géographique, devenir des déportés de France par mesure de répression...) sur les victimes de la répression, en particulier les déportés et les fusillés. La quatrième partie démontre l'importance d'une chronologie fine pour appréhender l'objet d'étude. En effet, après des inflexions déjà nettement perceptibles à compter de juin 1941, et *a fortiori* du printemps 1943, et de l'entrée dans une guerre totale de plus en plus radicale, cette partie se concentre sur l'année 1944 comme aboutissement « d'une escalade répressive ». La dernière partie, enfin, s'intéresse aux traces et aux échos de ces répressions en matière judiciaire, de mémoire(s) ou de politique publique des archives.

*In fine*, cet ouvrage sait alterner tableaux d'ensemble et monographies, analyses quantitatives et qualitatives, le tout accompagné de précieux outils statistiques, graphiques et cartographiques, pour mieux comprendre l'évolution des politiques et pratiques répressives en France de 1940 à 1945. Nul doute qu'il marque un apport significatif à l'historiographie du sujet.

Marc Bergère

LIEB PETER, *Konventioneller Krieg oder NS-Weltanschauungskrieg ? Kriegführung und Partisanenbekämpfung in Frankreich 1943-1944*, Munich, Oldenbourg Verlag, 2007, 631 p., 49,80 €.

La répression allemande contre la Résistance a fait environ vingt mille victimes sur le sol fran-

çais ; s'y ajoutent soixante et un mille hommes et femmes déportés pour des raisons politiques sans parler des soixante-seize mille déportés juifs. Quel a été le rôle de l'idéologie national-socialiste et quelle place ont occupé les considérations militaires quant à la sécurité de l'occupant ? Y a-t-il eu des différences par rapport à l'Europe de l'Est ? Que s'est-il passé lors du retrait des troupes allemandes à partir de l'été 1944 ? Ces questions figurent au centre d'un ouvrage paru récemment dans une collection dirigée par l'Institut für Zeitgeschichte de Munich, dans le cadre d'un projet de recherche collectif sur le rôle de la Wehrmacht dans les crimes allemands commis pendant la seconde guerre mondiale.

Maîtrisant parfaitement la littérature scientifique internationale et se fondant sur d'abondantes recherches archivistiques menées en Allemagne, France et Grande-Bretagne, Peter Lieb, jeune chercheur spécialisé en histoire militaire, actuellement maître de conférences à l'école de Sandhurst (Grande-Bretagne), propose une analyse extrêmement détaillée et solide. Pour cause : le sujet traité peut être délicat, dans la mesure où, insiste-t-il, le traitement des mouvements de résistance d'un pays occupé ne fait l'objet d'aucun règlement international à l'époque, lacune que les Allemands sauront largement exploiter pour justifier une lutte dont les Alliés se garderont bien de contester la légitimité.

Cela dit, la situation en France reste très différente par rapport à celle prévalant à l'Est, malgré des ordres provenant du Haut Commandement de la Wehrmacht (OKW) valables souvent pour tous les territoires occupés en Europe. Ainsi, Peter Lieb attire l'attention sur l'impérative nécessité de distinguer ces ordres de leur exécution sur place, étant donné que les officiers allemands disposent d'une certaine marge de manœuvre. Ceci explique que les comportements peuvent être très différents d'une unité à l'autre. Peter Lieb nomme quatre facteurs déterminant la disposition à la violence dans une unité employée dans cette répression : l'éventuelle expérience acquise sur le front de l'Est, le sentiment d'appartenir à une unité d'élite (ce qui est le cas notam-

ment pour la Waffen-SS, les divisions blindées ou les parachutistes), l'expérience acquise dans la lutte contre des partisans et, enfin, le degré d'endoctrinement national-socialiste.

On l'aura donc compris, Peter Lieb rejette toute condamnation en bloc en ce qui concerne le rôle de la Wehrmacht en France. De surcroît, outre les différences de comportement qu'il peut y avoir d'une unité à l'autre, il rappelle qu'en tant qu'armée d'occupation, la Wehrmacht ne pouvait s'abstenir de combattre les mouvements de résistance, représentant intrinsèquement une menace potentielle pour sa sécurité à l'arrière du front de l'Ouest. Toujours dans ce souci d'un regard nuancé tenant compte des comportements individuels, il fournit des précisions utiles sur la structure allemande d'occupation, sur la personnalité des différents acteurs, le poids de ceux-ci et les facteurs jouant dans l'évolution de la répression armée. En revanche, les modalités précises de la collaboration entre la Wehrmacht et les représentants des Sipo-SD (police de sécurité et service des renseignements du parti) demeurent encore inexplorées en raison de l'absence d'archives. L'auteur montre cependant, par l'analyse détaillée qu'il fournit sur une série de grandes opérations contre les résistants, le rôle central de la police allemande dans la planification, puis dans la question du traitement des personnes appréhendées.

L'objectif de venir à bout de la Résistance avant le débarquement attendu des Alliés n'a pas été atteint. Bien au contraire, c'est dans les jours qui suivent le 6 juin 1944, face à l'intensification du soulèvement résistant, que la répression entre dans sa phase la plus violente, aboutissant à une radicalisation inédite des pratiques, touchant en premier lieu la population civile. Les massacres de Tulle, d'Oradour-sur-Glane puis de Maillé, pour ne citer que ceux-là, abordés (parmi d'autres) de façon approfondie, en sont les tristes exemples.

L'ouvrage de Peter Lieb est une mine d'informations sur la répression allemande pendant l'Occupation. Même si l'on ne peut pas suivre toutes ses conclusions, en raison de son souci parfois un peu trop appuyé de contrebalancer les conclusions de certains historiens sur ce sujet, il enri-

chit singulièrement la recherche existante. Une rapide publication en français s'impose.

Barbara Lambauer

## Femmes et jeunes du second 20<sup>e</sup> siècle français

LIATARD SÉVERINE, *Les Femmes politiques : en France, de 1945 à nos jours*, Paris, Complexe, « La Fabrique de l'Histoire, France Culture », 2008, 230 p., 19 €.

Ce livre de la collection « La Fabrique de l'Histoire » vient pérenniser les récits de vie des vingt-deux femmes politiques qui ont été diffusés sur France Culture à l'été 2007. Séverine Liatard, historienne de formation et collaboratrice de l'émission, réussit le tour de force de faire revivre ces documents sonores, en resituant les itinéraires de ces actrices de l'histoire dans le contexte propre à leur époque. L'échantillon est construit comme un objet de recherche laissant « place à la diversité des parcours, des générations et des adhésions partisans de chacune » (p. 1). La diversité politique va de l'extrême gauche (Arlette Laguiller) jusqu'à l'extrême droite (Martine Lehideux), la pluralité générationnelle allant de Marcelle Devaud, récemment décédée, aux deux benjamines que sont Nathalie Kosciusko-Morizet et Clémentine Autain. Les témoignages des plus connues du grand public (comme Simone Veil ou Édith Cresson) mêlent utilement leur voix à des noms moins « fameux » (comme Martine Legrand ou Adrienne Maire). L'unité du corpus tient au fait que ces femmes appartiennent au cercle des professionnelles de la politique : elles ont vécu de la politique et pour la politique, ont consacré au moins une dizaine d'années de leur vie à cette activité et y ont exercé des responsabilités au niveau national ou régional.

Au-delà des clivage partisans, comment ne pas voir les points de convergence qui rassemblent des femmes *a priori* si dissemblables ; femmes dont les parcours sont souvent marqués par les mêmes expériences de minoritaires raillées par leur diffé-



---

Cet ouvrage solide comprend un cahier iconographique, un index des noms propres et des noms de lieux ainsi qu'une riche bibliographie analytique. On ne peut qu'en conseiller la lecture.

Francis Lebon

---

## Autour de Mai

PORHEL VINCENT, *Ouvriers bretons : conflits d'usines, conflits identitaires en Bretagne dans les années 1968*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, 325 p., 20 €.

L'histoire ouvrière des années 68, qui contribue à nuancer les interprétations culturalistes de l'événement, continue de s'étoffer : Vincent Porhel présente en effet une étude originale autour de cinq conflits (les forges de Hennebont, la grève de la CSF à Brest au printemps 1968, le conflit du Joint français à Saint-Brieuc en 1972, la grève aux abattoirs Doux de Pédernec à l'hiver 1973-1974 et la mobilisation antinucléaire à Plogoff en 1980) ayant pour cadre la Bretagne qui, à l'instar des périphéries du pays, participe pleinement de la contestation de la période.

Pour mener à bien son étude, Vincent Porhel mobilise des sources écrites classiques, tant locales que nationales, à la fois syndicales et policières, mais également des archives audiovisuelles, et plus encore une quarantaine d'entretiens avec des acteurs de ces conflits. Ce faisant, le livre permet de dresser des portraits sensiblement plus nuancés des ouvriers bretons : alors qu'on les imaginait largement paysans, l'auteur les dépeint davantage comme cultivateurs métallos à Hennebont (p. 37) ou pratiquant une double activité dans le BTP à Saint-Brieuc (p. 118). Ces ouvriers se mobilisent donc tantôt pour sauver l'entreprise, comme à Hennebont en 1966, ou plus souvent pour obtenir des augmentations de salaires, et des transformations des conditions de travail, comme à Saint-Brieuc ou Pédernec. Luttés dures marquées par des affrontements avec les forces de l'ordre, sans pour autant occasionner de déprédations matérielles dans l'espace de l'usine.

Ces conflits s'inscrivent dans un environnement local et régional que Vincent Porhel prend soin de présenter. Il souligne ainsi le rôle des milieux catholiques, des jeunes journalistes syndiqués qui couvrent avec bienveillance les conflits. Dans le même temps, il tord l'image idyllique des relations entre paysans et ouvriers. L'auteur est ainsi amené à « minorer l'impact des relations paysans-ouvriers auprès des témoins de cette période. L'étude, en abordant à plusieurs reprises les interactions entre mouvement ouvrier et mouvement paysan, peine à discerner une réelle union entre les deux syndicalismes aux chronologies clairement distinctes » (p. 277). À l'inverse, les grévistes parviennent à susciter un large soutien, notamment à partir de la grève du Joint français en 1972. C'est alors que la thématique régionaliste prend son essor autour des conflits d'usine, et que le *gwen ha du* (le drapeau breton) fait son apparition dans les manifestations alors qu'il demeurait encore interdit par les syndicats ouvriers en mai-juin 1968 (p. 160). L'émergence de la conscience bretonne accompagne ainsi les conflits d'usine des années 68 sans s'y substituer. Avec la mobilisation antinucléaire de Plogoff, le régionalisme s'affirme davantage, d'autant que la présence ouvrière s'avère évanescence. Par là, Vincent Porhel rejoint les analyses d'Alain Touraine sur l'évolution des mouvements sociaux.

Xavier Vigna

---

HOCTAN CAROLINE, *Mai 68 en revues*, Paris, IMEC, « Pièces d'archives », 2008, 304 p., 22 €.

Dans un récent article du *Débat* (mars-avril 2008), Jean-Pierre Rioux relève la propension du « mouvement de mai » « à s'autocélébrer à chaud, à s'historiciser à vif », tout en s'interrogeant sur le peu d'usage fait par les historiens de l'énorme masse documentaire qu'il a laissé<sup>1</sup>. L'anthologie

---

(1) Jean-Pierre Rioux, « L'événement-mémoire : quarante ans de commémorations », *Le Débat*, 149, mars-avril 2008, p. 5. Depuis cet article a paru l'ouvrage d'Emmanuelle Loyer, *Mai 68 dans le texte*, Paris, Complexe, 2008, réunissant tracts, pétitions, articles contemporains du mouvement ainsi que trois textes interprétatifs de Roland Barthes, Michel de Certeau et Pierre Vidal-Naquet.

composée par Caroline Hoctan devrait être une réponse à l'historien. Les textes riches d'observations et d'intuitions écrits à chaud par Michel de Certeau sur la prise de parole (ou « La Commune étudiante » d'Edgar Morin non cité ici car le texte parut d'abord dans *Le Monde*), ne sont pas les seuls à proposer une interprétation de l'événement. Une large palette de revues s'adonna à l'exercice, revues engagées de l'extrême gauche (*Informations, Correspondance ouvrière, Internationale situationniste*) à l'extrême droite (*Itinéraires, Écrits de Paris*), revues plus littéraires (*Les Lettres nouvelles, La Table ronde*), revues nées de l'événement (*Les Cahiers libres, La Tour de feu*), sans compter les revues politicoculturelles les plus connues<sup>1</sup>.

Cette anthologie confirme que les représentations favorables au mouvement naissent au cœur de l'événement : libération de la parole comme expression d'une nouvelle forme de démocratie (« Prendre la parole » de Michel de Certeau, dans *Études*), révolte de la jeunesse célébrée par la plupart des revues de gauche comme *Esprit* titrant « l'insurrection de la jeunesse » (de même que Maurice Caveing dans *Raison présente*, Jean Chesneaux dans *Les Lettres nouvelles*). Il faudra attendre les travaux de Ludivine Bantigny pour nuancer le phénomène de la contestation généralisée de la jeunesse<sup>2</sup> ; le côté festif, inventif marque les observateurs souvent eux-mêmes participants (Raymond Jean, « La fête iconoclaste », *La Pensée*, « La fête de Mai » de René Pascal dans *France-Forum*, Pierre Boujut dans *La Tour de feu*). Rares sont ceux qui dénoncent le conformisme de la jeunesse (*Écrits de Paris*). Sollicitées ou non, de nombreuses personnalités donnent leur point de vue, de Philippe Sollers, alors en plein dogmatisme telquellien jusqu'à Louis Pauwels dans *Le Nouveau Planète*. On trouve même, dans *Opus international*, un bref texte du philosophe Kostas

Axelos qui, le premier, avait publié Herbert Marcuse dans sa collection « Arguments ».

Outre leur intérêt immédiat, certains textes, dus à des historiens, des sociologues, replacent le mouvement dans une plus longue durée. Eric Hobsbawm, dès le printemps, dans la revue du parti communiste *Démocratie nouvelle*, a décelé dans ce recours aux utopies, une tentative pour répondre aux questions que ni la théorie ni la pratique marxistes ne posaient en Occident. Boris Souvarine, adversaire déterminé du mouvement par anticommunisme, évoque Gabriel Tarde (et ce que Lénine appelait « l'ironie de l'histoire ») dans un long article publié dans *Le Contrat social* tandis que François Bourricaud se réfère à 1848. Les sociologues, même s'ils ont été surpris comme la plupart des observateurs, par la soudaineté du mouvement, sont parmi les premiers à tenter une analyse de la crise universitaire, devenue crise sociale et politique. Pierre Grémion déplore à juste titre dans le numéro du *Débat* précédemment cité que le contexte de la discipline dans les années 1960 soit passé généralement sous silence. Parmi ces analyses approfondies, citons celle de François Bourricaud dans *Preuves* sans indulgence pour les cadres universitaires et l'action du gouvernement, et celle de Michel Crozier dans *Communications* (« Révolte petite-bourgeoise ou révolution libérale ? »). Remarquons qu'il n'y a pas une seule signature de femmes dans cette anthologie de plus de trente textes, preuve que dans le monde intellectuel des revues, l'interprétation politique reste masculine. Un des héritages les plus flagrants de Mai 68 dans la décennie suivante, l'émergence d'un mouvement féministe contestataire, est encore inaudible.

Malgré l'hétérogénéité des opinions, des styles d'écriture, l'idée de révolution, possible ou impossible, sous-tend la plupart de ces textes. Un écrivain d'extrême droite comme Maurice Bardèche, qui croit que les mouvements gauchistes ont été manipulés de l'extérieur, n'en saisit pas moins le phénomène plus général de la contestation de deux modèles capitaliste ou soviétique dans *Défense de l'Occident*. En bonne orthodoxie marxiste, et en accord avec la ligne défendue par la direction du parti communiste, le sociologue

(1) Rappelons que Caroline Hoctan a déjà publié aux Éditions de l'IMEC, en 2006, un *Panorama des revues à la Libération : août 1944-octobre 1946* (voir le compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 95, juillet-septembre 2007, p. 292-293).

(2) Ludivine Bantigny, « Que jeunesse se passe ? Discours publics et expertises sur les jeunes après Mai 68 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 98, avril-mai 2008, p. 7-18.

Michel Simon s'attache à l'étude de « deux mois de luttes de classes » dans *La Nouvelle Critique* rappelant le rôle dirigeant de la classe ouvrière, tandis qu'Antoine Casanova se fait le critique de la politique des groupes gauchistes. En revanche, dans la revue *Les Temps modernes* dirigée par Sartre (mais qui ne signe aucun texte sur le mouvement dans les numéros de 1968), c'est Jean-Marie Vincent qui tire la conclusion des mois écoulés : le mouvement de Mai fut une révolution manquée, mais on doit la considérer comme la répétition générale d'une révolution socialiste victorieuse. Pour *Esprit*, qui n'approuve pas les revendications les plus radicales du mouvement, la preuve est néanmoins apportée qu'une révolution est possible hors du monde soviétique. Ce sera aussi la conviction des *Cahiers de mai*. L'anthologie se clôt par un texte de nature différente, à la fois par sa longueur de plus de trente pages et son contenu idéologique sans aucune concession au lyrisme caractéristique de la période. Il s'agit d'un texte critique sur la politique « stalinienne » et celle des groupes gauchistes, paru dans le dernier numéro (septembre 1969) de *L'Internationale situationniste*, prenant acte de l'échec d'un mouvement révolutionnaire envers lequel il revendiquait son antériorité.

En annexe de l'ouvrage on trouve d'utiles notices donnant les caractéristiques de chacune des revues présentes (direction, orientation politique ainsi que le sommaire entier du numéro d'où provient le texte cité). Dans sa « Présentation », Caroline Hoctan résume les interprétations données par leurs auteurs, brossant un stimulant tableau du paysage des revues. Tout en gardant la distance déontologique devant les diverses opinions exprimées, l'auteure, qui n'a pas vécu les événements, ne cache pas sa propre filiation avec ce qu'on pourrait appeler l'héritage lyrique de Mai, celui de « tous les possibles ». Mais si elle insiste sur l'intérêt idéologique de ces documents, elle n'omet pas d'en rappeler l'intérêt patrimonial beaucoup de ces textes étant tombés dans l'oubli. L'ouvrage apporte une fois encore la preuve que la réunion de « pièces d'archives » est une démarche indispensable à l'historien. *Mai 68 en revues* contribue à l'histoire des représentations d'un

mouvement dont Jean-Pierre Rioux se demande si elles ne continuent pas, aujourd'hui encore, à faire événement.

Nicole Racine

## Pour une histoire du transnational

WALTER FRANÇOIS, *Catastrophes : une histoire culturelle, XVII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles*, Paris, Seuil, « L'univers historique », 2008, 380 p., 22 €.

Depuis une vingtaine d'années, sociologues, experts de la finance, spécialistes de politique publique et maintenant stratèges se sont emparés de la problématique des risques. Si le versant techniciste est bien connu, sous l'angle en particulier des pratiques des assurances, il est de plus en plus admis que le risque est une construction sociale, et que les attitudes des populations face aux risques sont une variable difficile à appréhender. Une histoire culturelle de ces attitudes est donc la bienvenue, surtout qu'elle part de nombreuses études de première main menées sur l'Europe occidentale. On regrettera juste qu'une comparaison avec l'Empire chinois, qui a fait l'objet de nombreux travaux dans ce domaine, n'ait pas été faite.

Dans cet ouvrage très documenté et très vivant, l'auteur s'en prend aux approches linéaires qui voient le passage d'une « société de la fatalité » à une « société de la sécurité ». Il montre que l'imputation des catastrophes à une punition divine n'est pas une spécificité des temps anciens (ainsi pour l'épidémie du sida ou pour le 11 Septembre), d'autant que la sécularisation des sociétés modernes a été exagérée. À partir de la production littéraire, cinématographique et scientifique, il montre le « retour » des visions et des prophéties catastrophistes à partir des années 1970. En effet, l'Occident serait passé du « risque individué » à une « société du risque », puisque le risque serait constitutif des sociétés de la seconde modernité. *Risk management*, prévention, principe de précaution sont apparus à partir des années 1950-1960. En même temps, les individus doivent être « responsabilisés » face à des risques inhérents à la condition de l'individu moderne.

De multiples notations et l'utilisation de recherches précises permettent donc de nourrir le débat sur les risques actuels, lesquels sont présentés à la fois comme les conséquences des activités des hommes et comme les nouveaux ennemis des sociétés modernes. La « guerre contre le terrorisme » utilise ce vocabulaire, justifiant la prévention par le principe de précaution, et alimente les prédictions les plus catastrophistes.

Pierre Grosser

JACKSON PETER et SIEGEL JENNIFER, *Intelligence and Statecraft : The Use and Limits of Intelligence in International Society*, Wesport-Londres, Praeger Publishers, 2005, 288 p., 22,50 £.

L'abondante production anglo-saxonne en matière d'*Intelligence studies* est très mal connue en France. Le désintérêt structurel du monde académique français à l'égard de l'objet « renseignement » n'explique pas tout. Les internationalistes français, pourtant habitués à utiliser des travaux étrangers, ont souvent tendance à considérer ce qui relève du renseignement comme un élément périphérique, sinon accessoire, des relations internationales par rapport aux sources diplomatiques ou à l'activité des agents de la diplomatie secrète. À lire leurs collègues anglo-saxons qui intègrent l'étude de l'activité des agences de renseignement dans leur réflexion, on peut se demander si le particularisme français n'est pas le reflet de la situation contemporaine dans laquelle s'élabore la politique étrangère française.

Quoi qu'il en soit, l'ouvrage collectif dirigé par un Britannique, Peter Jackson, véritable *dean* des études sur le renseignement et animateur de la remarquable revue *Intelligence and National Security*, et une universitaire nord-américaine, Jennifer Siegel, qui est le fruit d'un colloque tenu à Yale, tend précisément à examiner la place occupée par les activités de renseignement dans les relations internationales au travers de différentes crises.

L'originalité incontestable de l'ouvrage tient à ce que les auteurs ont placé leur démarche dans une perspective très clairement critique. On relèvera tout d'abord un remarquable premier cha-

pitre des deux auteurs qui fait le point sur les connaissances théoriques et historiographiques, sans cesse croissantes, en matière de renseignement. Suivent huit chapitres sous forme d'études de cas, couvrant une période très large, comprise entre 1848 et la guerre froide, à des latitudes et dans des aires géographiques extrêmement variées. Cette diversité de situation n'enlève rien à la cohérence de l'approche d'ensemble : tous les auteurs entendent en effet examiner les « *intelligence failures* ». On retrouve alors des situations très diverses illustrant les différents échecs, allant du manque de renseignement jusqu'à la mauvaise exploitation de bons renseignements. Toutes les études, sauf celle de Paul Maddrell sur l'opération Matchbox, tendent à minorer les effets du renseignement sur la décision. L'ouvrage s'inscrit donc dans une perspective clairement critique, évaluant à la baisse l'apport du renseignement. Trente ans après l'apparition des *Intelligence studies*, il faut saluer cette conclusion sceptique, signe de la maturité scientifique de ce champ. Le second apport de l'ouvrage, moins évident peut-être mais manifeste pour un lecteur français, est la très forte imbrication du renseignement dans les différents processus de décision. Le livre montre ainsi que l'activité de renseignement n'est pas seulement un élément technique ou un auxiliaire occasionnel, mais qu'il est en fait, malgré son efficacité relative, au cœur des pratiques publiques de gestion des crises, légitimant pleinement l'emploi de *statecraft* dans le titre.

Cet ouvrage collectif démontre l'intérêt de l'étude de l'activité de renseignement qui ne ressort pas seulement à la compréhension des relations internationales, mais aussi, souhaitons-le, à la *global history*.

Sébastien Laurent

SOUTOU GEORGES-HENRI, *L'Europe de 1815 à nos jours*, Paris, PUF, « Nouvelle Clio », 2007, 515 p., 35 €.

Disons-le d'emblée, cet ouvrage est un tour de force. Prenant la succession du volume un peu décevant de Jean-Baptiste Duroselle, il couvre

deux siècles d'histoire des relations internationales en Europe, d'évolutions politiques et idéologiques du continent. Il repose sur une bibliographie considérable, récente et multilingue : non seulement il est heureux qu'il existe encore une collection qui fasse une place à une bibliographie de ce type, mais son intégration dans le corps du texte, dans la troisième partie, montre définitivement qu'il est vain de continuer à croiser des vieux manuels en prétendant faire une narration accessible aux étudiants. En revanche, la synthèse que constitue la seconde partie est forcément un exercice de frustration, puisqu'il n'y a pas de notes : derrière des formulations ou des nuances, on reconnaît des arbitrages opérés dans une production historique foisonnante, et parfois des révisions profondes qui n'apparaîtront pas toujours avec suffisamment de force au lecteur non initié. D'une manière générale, la densité et la richesse du texte risquent de déconcerter l'étudiant débutant (sans parler du prix vraiment élevé de l'ouvrage !), mais réjouiront les plus avancés.

Dans la continuité de travaux précédents, l'auteur met en valeur l'existence d'un système européen, antérieur à la construction européenne, et qui d'une certaine manière a perduré, au travers même des vicissitudes « géopolitiques », puis du cadre institutionnel original de l'Union européenne. Les pratiques diplomatiques et la perception d'une « civilisation » européenne spécifique constitueraient des fondements essentiels de ce système. Il est aussi question de « structures juridiques », mais elles sont moins développées ici. Au-delà donc des logiques d'équilibre des puissances, il y aurait depuis longtemps la conscience, en particulier dans les milieux dirigeants, de l'existence d'une société européenne des États. Les grandes idéologies qui s'en sont pris à ces fondements, en particulier au 20<sup>e</sup> siècle, n'ont pas eu raison du système européen. L'auteur doute qu'une Union européenne « post-nationale », fondée sur un hypothétique « patriotisme constitutionnel », puisse un jour prendre le relais de ces réalités persistantes. Notons dans les problématiques développées dans la troisième partie la question des rapports de l'Europe avec le reste du monde, avec des pages très denses sur les

Empires coloniaux, et les questions russe et américaine. À plusieurs reprises, l'auteur revient sur la notion d'identité européenne, en refusant les définitions trop exclusives et trop diluées.

Bref, c'est un livre à déguster ligne à ligne, pour admirer les qualités de synthèse et la hauteur de vue de l'auteur, quitte à souhaiter dialoguer plus avant, à partir notamment des courants historiographiques qui insistent sur la durabilité des formations impériales ou l'importance des interactions transnationales autres que les courants politiques et idéologiques transnationaux.

Pierre Grossier

---

VIDAS ANATH ARIEL DE (COORD.), *Pour une histoire souterraine des Amériques : jeux de mémoire-enjeu d'identités. Mélanges offerts à Nathan Wachtel*, Paris, L'Harmattan, 2008, 356 p., 25 €.

Ce recueil d'articles, dédié à la grande figure de l'ethnohistoire qu'est Nathan Wachtel, traduit fidèlement son œuvre et sa démarche en réunissant à la fois des anthropologues et des historiens sur une série d'études portant sur les thématiques chères à ce grand chercheur latino-américaniste. En effet, les différents auteurs étudient cette histoire « souterraine » de l'Amérique latine qu'est l'identité complexe des communautés indiennes, ces acteurs historiques « oubliés » et dont la mémoire et la vision du monde constituent un enchevêtrement d'effets d'imposition, d'acculturation, de résistances et d'hybridation.

Les articles de Gilles Rivière et d'Alejandro Diaz Hurtado analysent ainsi la survie et les transformations de la symbolique du pouvoir politique et religieux des communautés indiennes du Nord du Pérou et du Sud-Ouest bolivien, face aux transformations des événements historiques. C'est à la reconstruction de ce passé historique que s'attache Carmen Salazar-Soler, dans une mémoire collective des mineurs boliviens entre fierté ouvrière d'un savoir-faire et traditions religieuses païennes. Ailleurs dans la huastèque mexicaine, Aneth Ariel de Vidas analyse l'utilisation des mythes cosmogoniques préhispaniques qui redonnent sens aux événements du passé et

permettent la coexistence d'identités plurielles chrétienne-païenne et indienne-hispanique. Ce sont les passeurs ethniques et culturels entre ces deux mondes que Jacques Poloni-Simard étudie avec les marchands d'origine indienne de Huamanga au Pérou du 17<sup>e</sup> siècle. Face à ce passé, indien et hispanique, et face à la « modernité », José Luis Martínez étudie les choix divergents des communautés indiennes du Nord du Chili dans la construction de leur discours identitaire. Guillaume Bocarra s'interroge, pour sa part, sur l'identité des peuples nomades des confins des Empires préhispaniques entre attributs imposés de « barbarie » face à leur résistance aux Espagnols et acculturation progressive. Tamar Herzog nous donne à ce titre le cadre législatif espagnol de la deuxième moitié du 18<sup>e</sup> siècle appliqué aux « autres » et oscillant entre promesses d'intégration et exclusion permanente.

Au croisement de l'anthropologie et de l'histoire, ce recueil entame une réflexion de qualité autour de l'altérité et de l'identité grâce à l'étude des discours et des pratiques des « vaincus », et du discours d'un passé recomposé, des survivances des croyances et pratiques préhispaniques, capables de redonner « sens » à une histoire complexe et douloureuse et à un présent tout aussi difficile. Bref, une bonne leçon d'épistémologie sur la manière dont l'histoire se doit d'utiliser les outils de réflexion de l'anthropologie en tant que construction sociale et symbolique, et sur la façon dont l'anthropologie se doit d'aborder l'histoire afin de penser la mutation et la réinvention des formes et des outils symboliques de la mémoire.

Frédéric Johansson

CHUVIN PIERRE, LETOLLE RENÉ et PEYROUSE SÉBASTIEN, *Histoire de l'Asie centrale contemporaine*, Paris, Fayard, 2008, 376 p., 26 €.

Cette dernière livraison des Éditions Fayard vient heureusement compléter une série déjà considérable de titres consacrés par cette maison d'édition aux divers aspects de l'histoire et de la civilisation de l'Asie centrale. Après l'Empire d'Eurasie par Hélène Carrère d'Encausse (*L'Empire d'Eurasie :*

*une histoire de l'Empire russe de 1552 à nos jours*, 2005) et l'Asie centrale par Jean-Paul Roux (*L'Asie centrale : histoire et civilisations*, 1997), ce volume vient compléter le panorama jusque-là parcellaire de cet espace dans son évolution la plus contemporaine.

Cet espace, quel est-il ? Question classique concernant ces quatre millions de kilomètres carrés, la Touranie, s'étendant en arc de cercle de la rive orientale de la Caspienne aux géants du Pamir et du Karakorum, parcouru par la légendaire route de la soie que quelques aventuriers modernes entreprennent, tel Bernard Ollivier (*Longue Marche*, Phébus, 2001-2003, trois volumes) de parcourir à pied, à cheval ou en vélo. Prendre la mesure de l'espace, en s'enfonçant dans la stratigraphie complexe de civilisations successives tout en faisant émerger le visage « contemporain » de l'Asie centrale, telle est la tâche complexe que s'assignent les trois auteurs de cet ouvrage. De l'ethnogenèse de ces groupes nomades kazakhes, kirghizes, ouzbèks, turkmènes, tadjikes, les uns « turciques », les autres iranophones à la création de nations modernes dans le cadre, forgé de toutes pièces entre 1924 et 1936, de républiques soviétiques – Turkménistan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizistan –, l'histoire de l'Asie centrale balaie un large spectre tout en s'avérant réfractaire aux périodisations habituelles.

L'ouvrage a donc pour point de départ l'entreprise de conquête de Nadir Shah (1739-1747) qui domina de façon éphémère cette vaste zone intermédiaire s'étendant de Tabriz à Delhi et de Khiva à Shiraz. Au 19<sup>e</sup> siècle, l'Asie centrale, progressivement soumise à la colonisation russe, devient l'interface majeur du « Grand Jeu » – les Russes l'appellent le « tournoi des ombres » – opposant l'Empire russe à l'Empire britannique. Enfin, de l'Union soviétique au nouveau Grand Jeu du 21<sup>e</sup> siècle, l'invention d'« États nations », la sédentarisation forcée, corollaire de la collectivisation, les projets pharaoniques de détournement des fleuves, l'assèchement dramatique de la mer d'Aral, mettent en évidence l'ampleur du legs de la civilisation soviétique toujours à l'œuvre, en dépit de la manne des hydrocarbures et de la « transition économique ».

Le champ balayé par cet ouvrage est donc considérable, mais il ne présente ni les qualités pédagogiques d'un manuel – pourquoi les hydrocarbures, la démographie et l'islam sont-ils détachés artificiellement des autres chapitres ? –, ni l'ambition et la rigueur d'un ouvrage de référence. Doté d'un index et d'une bibliographie, de cartes apparaissant accidentellement dans un ordre illogique, le livre ne parvient pas, faute d'un plan rigoureux ou d'une répartition concertée, à un véritable tableau d'ensemble. On regrette en particulier que cet ouvrage qui comporte sur sa couverture une photographie montrant des femmes en costumes colorés contemplant l'extravagante perspective du palais présidentiel et du square de l'Indépendance édifiés à Ashghabad, accorde si peu de place aux villes et notamment aux capitales des républiques d'Asie centrale, pourtant postes d'observation privilégiés des « mutations » de l'Asie centrale contemporaine.

*Taline Ter Minassian*

## Quelques aires de l'engagement intellectuel

DURANTON-CRABOL ANNE-MARIE, RACINE NICOLE et RIEFFEL RÉMY (dir.), *Pontigny, Royaumont, Cerisy : au miroir du genre*, Paris, Le Manuscrit, 2008, 246 p., 21,90 €.

« En 1928, je ne parvins à Pontigny qu'au prix de quelques efforts. Selon André, ce lieu où soufflait l'esprit devait être, tel le Mont Athos, réservé à la masculinité. » Ainsi s'exprime, avec l'énergie qu'on lui connaît, la jeune Clara Malraux dans ses mémoires. Du Pontigny de l'entre-deux-guerres, sanctuaire viril pimenté par la présence d'un groupe de sévriennes (élèves de Desjardin), de quelques Anglo-Saxonnes émancipées ou des compagnes d'écrivains au Cerisy de l'après-seconde guerre mondiale, dirigé par deux femmes et où la présence des femmes est significative à la tribune autant que dans le public, l'évolution est nette.

L'enquête animée par Anne-Marie Duranton-Crabol, Nicole Racine et Rémy Rieffel poursuit les travaux entamés par chacun d'entre eux,

au croisement de l'histoire des sociabilités intellectuelles – « SIECLE, 100 ans de rencontres intellectuelles » – et du genre. Il ne s'agit pas ici seulement de faire sortir de l'obscurité et du silence quelques gloires féminines oubliées mais bien de repenser la pluralité des régimes de pouvoir, y compris le pouvoir intellectuel, dans des lieux – Pontigny, Royaumont, Cerisy – où il se construit sous une forme expérimentale, entre savoir et savoir-vivre, entre les conférences érudites et les promenades sous les charmilles.

Quelques conclusions provisoires pour une étude à poursuivre sont soulignées avec force. Tout d'abord, une place des femmes plus significative qu'on l'aurait imaginée : elles sont 20 % à diriger des colloques à Cerisy, avec des partitions disciplinaires conformes à une logique de genre – plutôt plus présentes en littérature, critique littéraire, elles le sont plutôt moins en sciences humaines et en philosophie ; les femmes, souvent étrangères qui évoluent de Pontigny à Cerisy, seront autant de médiatrices enthousiastes, actrices de transferts culturels entre différentes aires. Ainsi, la Luxembourgeoise Aline Mayerisch, l'anglaise Elizabeth Shepley Sergeant ou certaines universitaires américaines, efficaces importatrices de la « pensée française » aux États-Unis à partir des années 1960.

Au total, « l'épineux problème de la présence des femmes à Pontigny » (Auguste Anglès) est décliné sous divers aspects en croisant des sources écrites, iconographiques (l'intéressant chapitre de Claire Paulhan sur les femmes photographes et photographiées) et d'histoire orale (la participation d'Edith Heurgon, petite fille de Paul Desjardin). Les interventions ici réunies présentent une image moins compassée de ces séminaires de la pensée pure : une histoire d'hommes qui est aussi une histoire de femmes.

*Emmanuelle Loyer*

*La Trahison de Munich : Emmanuel Mounier et la grande débâcle des intellectuels*, présenté par Michel Winock et édité par Nora Benkorich, Paris, CNRS éditions, 2008, 184 p., 20 €.

Dans l'histoire du 20<sup>e</sup> siècle français, si Munich symbolise clairement l'étiage de la volonté natio-

nale, il n'en reflète pas moins la somme des contradictions incarnées par le pacifisme français durant l'entre-deux-guerres, à la fois, comme l'a fort bien défini Jean-François Sirinelli, « sensibilité de consensus et engagement aux extrêmes ». La revue *Esprit*, pourtant nettement antifasciste lors des crises éthiopienne ou espagnole, abrita elle aussi en son sein de vifs débats à l'automne 1938. Ce livre exhume un fonds de correspondances (trente-trois lettres et vingt-huit correspondants) échangées alors entre le directeur, Emmanuel Mounier, auteur d'un texte violemment antimunichois paru dans le numéro d'octobre 1938, et divers abonnés (à peu près répartis également entre « anti » et « pro ») de la revue. On a là d'ailleurs un bel exemple de cette sociabilité intellectuelle élargie où les abonnés de province jouent tout leur rôle, l'une des grandes réussites d'*Esprit* sur plusieurs décennies.

Du côté des antimunichois ici présents, citons, notamment, les noms de Jean Lacroix, de Maurice Schumann, de Jose-Maria Semprun, de François Perroux, tous assez électrisés par le texte de Mounier, sans doute l'un des plus beaux documents du journalisme politique inspiré, dans la tradition péguyste, mélange singulier d'analyses fines (essentiellement la contestation de la légitimité pour la dictature hitlérienne de revendiquer la défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes) et de sarcasmes pamphlétaires ravageurs (Daladier, « ce taciturne à la bouche molle », Chamberlain, « ce petit-bourgeois anglais sentant venir dans tous ses os l'agonie de son univers »). Soit Munich comme « tranquillité du désordre », symptôme du déclin de la capacité politique française, et au-delà, de la grande maladie « bourgeoise » du désordre organisé (« jemenfoutisme généralisé »), de l'égoïsme érigé en valeur cardinale de la société moderne avec ses sous-produits, la lâcheté et l'abrutissement (« le petit peuple étourdi d'alcools »). Emporté si haut dans la dénonciation des illusions munichoises, cet appel pressant au langage et à la pratique de la force n'en finit pas moins, assez paradoxalement, sur le mot d'ordre de « désarmement » et sur les dangers d'une « excitation patriotique sommaire ». De fait, l'un des correspondants les plus critiques ne

lui pardonna pas l'ambiguïté de tels propos jugés ni bellicistes ni pacifistes. Cette incertitude (relative) de l'argumentation fut peut-être justifiée par la nécessaire prise en compte de cette importante minorité pacifiste emmenée par un Maurice de Gandillac, un Roger Labrousse ou encore le jeune François Goguel, auteurs qui signèrent en novembre 1938 un texte collectif promunichois dans la revue. Les correspondants pacifistes révélsés pour certains par le « bellicisme répugnant » de Mounier, invoquaient, soit le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes pour les Sudètes, soit le refus absolu d'une nouvelle tuerie (lettre d'un instituteur blessé de guerre), soit la nécessité de faire le dos rond dans une position de faiblesse. Finalement, ne peut-on pas noter chez Mounier, moins une contradiction entre le pacifisme et son contraire, que la revendication d'une nécessaire articulation entre les valeurs individuelles d'engagement (qui ne se commandent pas à la seconde, qu'il faut assez largement refaire) et les valeurs de devoir envers la collectivité (obéissance militaire qui s'impose immédiatement aux corps) ? Méditation passionnée sur l'événement qui bouleverse et qui s'avère le vrai « maître intérieur » du clerc engagé, le texte de Mounier, accompagné de ces quelques lettres, nous ramènent au plus près de cette saisissante équinoxe d'automne pour nous en restituer l'âcre saveur d'angoisse, d'espoir désespéré et d'indignation tragique.

François Chaubet

BOURDIN JEAN-CLAUDE, CHAUVAUD FRÉDÉRIC, ESTELLON VINCENT, GEAY BERTRAND et PASSERAULT JEAN-MICHEL (dir.), *Michel Foucault : savoirs, domination et sujet*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, 297 p., 18 €.

PORRET MICHEL et CICCHINI MARCO (dir.), *Les Sphères du pénal avec Michel Foucault*, Lausanne, Antipodes, 2007, 320 p., 25 €.

L'un des effets de l'archivage des sciences humaines est sans conteste la multiplication des publications posthumes : des corpus que l'on croyait clos à jamais sont enrichis par l'édition d'inédits. Le cas le plus frappant est celui de Louis Althusser dont

l'œuvre posthume est aujourd'hui plus importante que celle publiée du vivant de l'auteur. Avec Foucault et la publication des cours au Collège de France (dont le tout récent *Le Gouvernement des vivants*), le lecteur est aujourd'hui dans une moindre mesure dans une situation identique.

Jusqu'en 1995, date de la publication des quatre volumes des *Dits et Écrits*, l'ensemble de ses articles et interventions étaient disponibles dans le désordre des supports et des langues, n'existaient que les livres publiés par Foucault, ses cours demeurant à l'état fragile d'enregistrement sur bandes magnétiques. L'organisation en volume de ses interventions diverses et la fixation par écrit de la parole du philosophe ont contribué à produire un nouveau Foucault. C'est pour aller à sa rencontre que colloques et journées d'études ont été organisés ces deux dernières années (signalons la journée qui s'est tenue en juin 2008 à l'université de Chicago à Paris sur Foucault et la question pénale).

À Genève, c'est à un exercice passionnant dans ce contexte que Michel Porret a invité un ensemble de chercheurs (sociologues, historiens, juristes) : proposer de relire *Surveiller et Punir* trente ans après sa publication dans la double actualité de l'histoire des prisons et de la punition en Occident et d'un Foucault inédit. Le résultat en est un volume copieux, éclatant tant les écarts de lecture sont aujourd'hui importants entre ceux qui restent dans le commentaire de texte et ceux qui, à l'image d'un Pierre Lascombes et de la notion d'instrument, en montrent la formidable fécondité pour les sciences sociales.

Le colloque qui s'est tenu en mai 2006 à l'université de Poitiers, fief familial du philosophe, et les actes qui en résultent publiés cette année aux Presses universitaires de Rennes s'inscrivent dans ce même mouvement ; on retrouve d'ailleurs nombre des contributeurs du colloque de Genève. Pourtant, l'impression d'éclatement est plus forte encore avec ces vingt-deux contributions autour du couple savoir-pouvoir. Il est des articles qu'on lit avec passion comme celui de R. Lenoir sur Foucault et la famille, ou encore la tentative de F. Gros de lire ensemble la thèse foucauldienne de l'esthétique de l'existence avec l'art contempo-

rain. Mais domine souvent une certaine lassitude à parcourir des analyses déjà lues ailleurs, en particulier sur la psychanalyse.

Ce constat amène ainsi une question de fond sur la réception de Foucault en France : alors que l'on dispose désormais de travaux approfondis sur la pensée du philosophe, traduit à l'étranger (pensons aux travaux de Frédéric Gros, Judith Revel, Mathieu Potte-Bonneville, Karine Mercier ou Jean-François Bert, ou encore les plus anciens de Pierre Lascombes en sociologie ou d'Arlette Farge et de Roger Chartier en histoire), et aussi d'un très considérable ensemble de travaux de chercheurs étrangers, dont certains traduits en français, ils ne sont que très rarement lus et discutés. Un fonds d'études international sur l'œuvre de Foucault existe pourtant au sein des archives du philosophe déposé à l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (on se reportera à l'inventaire sur le site <http://www.michel-foucault-archives.org>) : il serait bon qu'un véritable débat s'engage à l'image de celui que restitue l'ouvrage genevois.

Philippe Artières

## L'historien dans la mêlée

GROS GUILLAUME, *Philippe Ariès : un traditionaliste non-conformiste*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2008, 346 p., 23 €.

Le contenu de la thèse de Guillaume Gros a été résumé par l'auteur lui-même dans un article de *Vingtième Siècle*, « Philippe Ariès, entre traditionalisme et mentalités : itinéraire d'un précurseur » (n° 90, avril-juin 2006). Il n'est donc pas nécessaire de se prêter à une répétition de l'exercice. En revanche, il faut attirer l'attention sur un travail de grande qualité qui ne ressortit pas seulement au genre de la biographie intellectuelle – ce qu'il est aussi –, mais qui est encore une histoire à triple dimension : l'analyse d'une famille idéologique, la droite traditionaliste ; un récit politique, dont la guerre d'Algérie et ses suites sont le point d'orgue entêtant ; un essai d'épistémologie sur la « nouvelle histoire ».

On a tout dit ou écrit sur le paradoxe Ariès : comment ce disciple de Maurras a été reconnu après 1968 comme un pionnier de l'histoire des mentalités ; comment cet homme de droite a été célébré aussi bien par Michel Foucault que par Pierre Vidal-Naquet. Ce paradoxe est fort bien analysé par Guillaume Gros, qui montre avec finesse à quel point la culture maurrassienne (ou certains éléments de cette culture) d'Ariès l'a amené à opérer cette rupture avec l'historiographie de droite, dont le maître était Bainville. Quelques remarques seulement.

La thèse de Guillaume Gros m'a confirmé à quel point la méthode Ariès est inséparable de l'ego-histoire. C'est à partir de son expérience personnelle, du milieu dans lequel il respire, à travers les événements qu'il rencontre que l'historien questionne le passé, sans refuser de s'impliquer dans son récit. On sait à quel point cette position a été rejetée par l'histoire positiviste, s'illusionnant sur l'objectivité scientifique de ses propres méthodes. Il n'est pas étonnant que l'auteur de *La Connaissance historique*, Henri Marrou, soit pour Ariès une référence. Un ouvrage de « l'historien du dimanche » que met bien en lumière Guillaume Gros est ce *Temps de l'histoire*, dont le propos épistémologique est subordonné au récit autobiographique. Le terme « ego-histoire » a été inventé plus tard, par Pierre Nora, mais Ariès l'a pratiquée en permanence. Non par narcissisme, mais par méthode : je pars d'où je vis, d'où je viens, et je m'interroge sur ce qui m'entoure et qui n'est qu'apparemment évident.

Cette interrogation est constante chez Ariès. Elle ne porte pas sur le passé politique mais sur les rapports existentiels entre les personnes : les relations de sociabilité, la vie des petites communautés, les cercles, les bandes, les sociétés de pensée... Inséré depuis sa jeunesse, par le militantisme royaliste, dans l'un de ces groupes d'amitié, Ariès s'est appliqué à considérer la vie des gens dans cette quotidienneté ignorée de l'histoire traditionnelle. De même son interrogation sur l'enfance, la procréation, le mariage, la sexualité, la mort..., tous objets d'études par lesquels il s'est retrouvé proche des *Annales* et est devenu finalement directeur d'études à l'EHESS, lui si long-

temps ignoré par l'Université. J'ajouterai enfin la dette que les historiens du politique eux-mêmes ont à l'égard de Philippe Ariès, car ses travaux leur ont appris à « regarder » la politique avec une autre lampe de poche : l'attention à la longue durée, aux traditions, aux héritages, aux systèmes d'appartenance, aux psychologies de groupe. Au lendemain de la mort d'Ariès, *Vingtième Siècle* reproduit (n° 3, juillet-septembre 1984) un article de lui sur les élections du 2 janvier 1956 : bel exemple de symbiose entre la politologie et ce qu'on appelait l'histoire des mentalités.

Grâce à Guillaume Gros, nous pouvons désormais mesurer l'apport exceptionnel de Philippe Ariès à l'historiographie : l'inventaire en fin de volume de tous ses écrits (livres, articles, débats etc.) en dit long sur la curiosité intellectuelle et l'inlassable désir de *comprendre* du pionnier qui fut.

Michel Winock

GARAPON ANTOINE, *Peut-on réparer l'histoire ? Colonisation, esclavage, Shoah*, Paris, Odile Jacob, 2008, 288 p., 25,50 €.

Ce magistrat de haute culture juridique et philosophique prend acte, d'emblée, du mouvement de judiciarisation du passé historique, qu'on le criminalise en ayant recours au droit pénal ou qu'on veuille le réparer, en ayant recours à une justice « reconstructive » faisant appel à trois types de rectification : symbolique (la repentance), politique (la pratique des « discriminations positives ») et matérielle (l'indemnisation). Il constate que cette judiciarisation correspond à une nouvelle ambiance historique que caractérisent la sortie de l'État construit par le système westphalien, la montée d'un nouvel individualisme et la mondialisation, mettant en rapport des sujets historiques déterritorialisés. Il nous fait assister de près à l'émergence d'une nouvelle forme de justice civile aux États-Unis, lorsque des entrepreneurs du droit (normatifs : les « *cause lawyers* » et pragmatiques : les « *business lawyers* ») intentent des « *class actions* » auprès des banques suisses détentrices d'avoirs possédés par des juifs. Il suit pas à

pas les tractations qui aboutissent à l'indemnisation des survivants ou de leurs descendants (les « affaires de l'Holocauste »). Il a de belles pages pour pointer à la fois la nécessité de cette action d'indemnisation et son ambiguïté fondamentale (une « *lex americana* » faute de tiers départageur du fait de l'alliance entre le Congrès juif mondial et l'administration Clinton). Il retrace comment la procédure de la « *class action* », qui correspond bien aux pays anglo-saxons baignant dans le culte de la « *common law* », est utilisée à son tour par des associations d'Afro-Américains ou d'Indiens pour obtenir réparation des pertes matérielles et des souffrances morales infligées à leurs ancêtres par les « Blancs ». À partir de là, la pratique de la demande des réparations et des déclarations de repentance fait boule de neige et atteint le Canada (les « *stolen generations* » : les enfants d'Indiens ravis à leurs parents pour être rééduqués dans des pensionnats spécialisés), l'Australie (les Aborigènes victimes de la dépossession foncière) et la Nouvelle-Zélande (les Maoris de même).

L'enquête d'Antoine Garapon est rehaussée par une réflexion poussée en profondeur sur l'inventivité féconde et les équivoques de cet usage des « *class actions* » visant à guérir des blessures historiques qui continuent à saigner. La repentance n'est pas une forme de haine de soi, objecte-t-il avec pertinence à Pascal Bruckner et Nicolas Sarkozy. Et il montre à quelles conditions la réparation d'un mal historique pourrait s'opérer en s'inspirant de quelques auteurs tels que Hannah Arendt, Paul Ricœur, Marcel Mauss, mais aussi Pierre Hazan, Michel Hénaff et Mark Osiel qui, tous, ont œuvré à repenser les notions de peine, de pardon, de don et surtout du contre-don, condition d'une reconnaissance symbolique sous le signe de la réciprocité. Mais il est encore plus convaincant lorsqu'il s'appuie sur sa culture de juriste et cerne les ambiguïtés de cette démarche, nécessaire pour réinscrire dans le cours de la communauté politique des figures d'humanité qui en avaient été exclues. Plus encore que la critique de la conférence de Durban en septembre 2001 (victime de l'utopie d'une « guérison du passé » par un apurement généralisé des dettes de

l'histoire), on en voudra pour preuve la réflexion qu'il emprunte à Éric Bosner sur les actions en indemnisation qui émanent des descendants d'esclaves aux États-Unis. « Si l'esclavage n'avait pas existé, il n'y aurait pas de descendants d'esclaves » (p. 157) : autrement dit, les Noirs américains doivent leur existence génétique et leur identité culturelle à un fait historique en soi condamnable, mais qui n'a pas de contre-équivalent monétaire, puisque « l'identité des uns est devenue l'identité des autres ». On lira à ce sujet avec un aussi vif intérêt les pages consacrées à l'ambivalence de l'indemnisation monétaire, qui risque de rompre le lien avec le passé et la piété due par leurs descendants à l'égard des victimes.

On ne peut que souscrire à l'exigence introduite par Antoine Garapon d'envelopper une action civile dans un rituel de reconnaissance et à sa requête de faire en sorte que l'évaluation de la somme soit accompagnée d'une parole politique lui donnant du sens social. Et on approuvera son plaidoyer final pour un désendettement mutuel par la politique, ce qui suppose un retour à l'État, seule instance de médiation entre descendants des victimes de l'histoire et héritiers des vainqueurs dans le passé, à être à même de rouvrir un avenir, de sortir d'un temps grevé de dettes et hypothéqué par la concurrence des victimes.

Pourtant, on ne lit pas cet essai stimulant sans un profond malaise, dont l'origine est double. Tout d'abord, l'auteur juxtapose des études de cas (parfois traitées sous forme d'encadrés schématiques qui sentent la fiche de lecture) sans leur donner de profondeur historique. On est en présence d'un catalogue d'affaires, que dis-je, d'*exempla* qui étayaient l'instruction d'un dossier et qui, privées de chair clinique, sont décontextualisées. L'auteur se sert de l'histoire comme un praticien hospitalier fait état d'une symptomatologie pour diagnostiquer une maladie. Ce faisant, il tombe à pieds joints dans le reproche qu'il adresse à ses confrères : convertir les événements historiques en faits juridiques, instrumentaliser la connaissance du passé. Ensuite et surtout, Antoine Garapon établit une symétrie trompeuse entre les trois dossiers entre lesquels il établit une corrélation

fondée, à juste titre, sur la métamorphose des citoyens en victimes (*cf.* ce qu'il écrit judicieusement au sujet des anciens combattants) et le basculement de la posture du notaire à celle du procureur qui marque l'esprit du temps. De fait, la Shoah, qui est le point de départ de l'ouvrage, en constitue le socle et le fil directeur continu. Esclavage et colonisation demeurent, dans cet ouvrage, des dossiers périphériques traités en pointillé. Ces deux faits historiques ne sont jamais rapportés aux travaux et aux réflexions des historiens de ce pays. Peut-on parler de l'esclavage sans en référer à la plainte en justice portée contre l'historien de la traite Olivier Petré-Grenouilleau ? De la colonisation sans faire écho au débat entre historiens relatif à la loi de février 2005 et à leur refus quasi unanime des lois mémorielles ? Sans mentionner nulle part les textes et les démarches du Conseil représentatif des associations noires de France et des Indigènes de la République ? Il faut le marteler : le titre de l'ouvrage ne correspond pas à son contenu. La colonisation, sous-analysée, est noyée dans un fatras d'affaires n'entretenant avec elle qu'un rapport de cousinage fort hasardeux : d'être localisées dans un ailleurs qui trace une frontière entre « eux » et « nous »,

alors que la Shoah se passe entre nous. Les traitements de l'affaire Nike, de Total en Birmanie, de l'internement des Américains d'origine japonaise durant la seconde guerre mondiale, des « femmes de réconfort » attribuées aux soldats japonais en Corée et en Indonésie... avoisinent, dans un méli-mélo irritant, avec l'affaire des Black Hill (réserve Sioux), l'arrêt Mabo de la Cour suprême d'Australie, la restitution de la Vénus de Hotentot du musée de l'Homme (convertissant une curiosité ethnographique en dépouille mortelle), écrit joliment l'auteur), les « *stolen generations* » une allusion à la révolte des banlieues de novembre en France...

Cet ouvrage, certes talentueux, est une pièce très documentée à ajouter au dossier du citoyen réfléchissant aux conditions d'exercice du « devoir de mémoire » auquel nous admonestent les victimes de l'histoire de l'Occident. Mais il n'est nullement un essai étayé par la connaissance de ce passé. Pour parler crûment, l'historien, à sa lecture, éprouve le sentiment, contrariant, d'être en présence d'un chasseur lui servant une gibelotte sans le lapin.

Daniel Rivet